

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

LUNDI 14 FÉVRIER
N°375 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire : 56942

Vietnam :
les séquelles
de la guerre
chimique

Voir p. 12

**Clôture de
la campagne**
**«Vérité-
espoir»**
du PCF
L'ENTHOUSIASME N'Y
ÉTAIT PAS

Des dizaines de milliers d'affiches, des cahiers spécialement édités pour l'occasion, un battage important dans «L'Humanité» : le PCF, en termes quantitatifs, avait fait un effort important pour sa campagne «vérité-espoir». Le résultat, au Bourget, samedi, a été plutôt mince. A peine plus du double des candidats qu'il présente aux élections municipales dans la région : tel était le nombre des participants à ce qui devait être, paraît-il, un grand meeting.

Le fait est que, depuis plusieurs semaines, on remarquait chez les militants du PCF peu d'empressement, dans les entreprises, à faire remplir les cahiers de doléance. Il est vrai qu'à l'approche d'échéances électorales qui risquent, en même temps que de donner la victoire à la gauche, de renforcer les chances de sa rupture, les adhérents du PCF ne doivent guère avoir de sujets d'enthousiasme.

Voir p. 3

Hier soir, un violent incendie s'est déclaré dans une cité de transit pour travailleurs immigrés à Nanterre. Il y aurait plusieurs blessés.

40 CAS
D'HÉPATITE
VIRALE A
LA BÉGUDE
(ARDECHE)

Voir p. 6

OR, URANIUM, BAUXITE GISCARD VEUT FAIRE MAIN BASSE SUR LE TRESOR MALIEN



L'exploitation des richesses africaines par l'impérialisme français (sur la photo, en Mauritanie)

Voir p. 2 et p. 7

C'est la première visite d'un chef d'État français au Mali depuis l'indépendance. Depuis la chute de Modibo Keita en 1968, l'impérialisme français a resserré son empire sur ce pays et exercé son pillage. C'est l'impérialisme français qui «conseille» le plan d'État par l'intermédiaire du secteur bancaire qu'il contrôle.

C'est lui qui, par ses organismes d'aide a été responsable de la famine venant de la sécheresse en 1973 et 1974.

Aujourd'hui, sous prétexte d'aide internationale à l'agriculture, les rapaces impérialistes s'abattent sur le Mali. Les ressources minières du Mali étaient jusqu'ici inconnues, mais elles semblent importantes : fer, cobalt, bauxite, or, uranium. Les Russes ont cherché et trouvé de l'or qu'ils prétendent accaparer. Les Américains ont prospecté le pétrole. Derrière les paroles d'amitié et de coopération de Giscard, c'est sa volonté de ne pas être dépassé dans la course aux minerais qu'il faudra lire.

SESCOSEM

500 LICENCIEMENTS
A GRENOBLE ET
AIX EN PROVENCE

IL FAUT
FAIRE RECULER
LA THOMSON

Après les 137 d'Aix en Provence, 347 licenciements à l'usine Sescosem de St Egrève près de Grenoble viennent d'être annoncés par la direction de la Thomson CSF. C'est donc bien à une véritable restructuration qu'a décidé de se livrer le trust Thomson et ceci pour rentabiliser son secteur «semi composants». Les choses deviennent claires aussi pour les travailleurs : faire céder la Thomson nécessite d'engager une lutte à la mesure de l'attaque perpétrée par le patronat de l'électronique ! Mercredi aura lieu la première action à Aix en Provence !

RICHIER (Gennevilliers)

CONTRE LES BRIMADES,
POUR LES SALAIRES

4^e SEMAINE
DE GRÈVE

Chez Richier, à Gennevilliers, depuis quelques temps, les salaires ont été bloqués, l'embauche aussi. Dans les ateliers, la charge de travail augmentait de jour en jour et pour l'imposer, la direction multipliait les brimades. Bref, c'était le plan Barre et ses multiples facettes qui était en marche. Les travailleurs l'ont arrêté ! Ils entament aujourd'hui leur 4^e semaine de grève ! Les menaces de poursuite devant les tribunaux, de lock-out, n'ont pas eu le résultat escompté : la grève, de tournante est devenue illimitée ! Les travailleurs refusent la politique d'austérité de Giscard-Barre ! Ils montrent l'exemple !

Voir p. 5

DES MERCENAIRES
FRANÇAIS
EN RHODÉSIE

Voir p. 8

Graves dégâts causés
par les inondations

De graves inondations frappent plusieurs régions : le Rhône a débordé près d'Avignon ; en Dordogne et dans le Lot et Garonne il y a de nombreux dégâts. C'est surtout la région Rhône Alpes qui est touchée : maisons inondées, villages isolés, un pont emporté par les eaux près de Vienne ; en Savoie, des éboulements se sont produits à proximité de Chambéry, le niveau du lac du Bourget a monté rapidement submergeant des rues au Bourget du Lac. La Seine monte elle aussi ; la voie sur berge rive gauche a dû être fermée.



ESPAGNE

DE ORIOL ET VILLAESCUSA LIBÉRÉS

L'AFFAIRE
A SERVI DE PRÉTEXTE
À 400 ARRESTATIONS

Voir p. 7

LE MALI

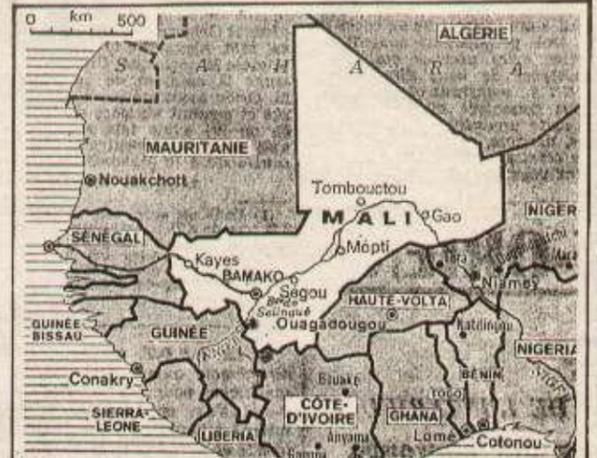
L'INDEPENDANCE EN QUESTION

(1) DU «SOCIALISME MALIEN» AU RÉGIME MILITAIRE

Le Mali, que Giscard doit visiter demain, est un pays assez exceptionnel dans l'Afrique de l'Ouest anciennement colonisée par la France. Ce pays a tenté, dès l'indépendance, de rompre avec la puissance coloniale et d'élaborer un projet économique indépendant.

Depuis le coup d'État de 1968, le gouvernement militaire de Moussa Traore a rétabli des relations étroites avec la France. Le Mali fait partie, avec la Haute-Volta et le Sénégal, de ces pays de l'Afrique de l'Ouest

qui resserrent de plus en plus leurs liens entre eux, alors que l'impérialisme français tente de s'appuyer sur leurs régimes pour conduire sa politique en Afrique. Trait d'union entre le monde arabe et l'Afrique Noire, disposant d'un certain prestige dans le Tiers-Monde, le Mali est un pays dont l'impérialisme français voudrait faire un atout important dans ses tentatives de reconquérir une position forte en Afrique, face aux autres impérialismes occidentaux et à l'URSS.



Un pays agricole

Le Mali, pays de l'intérieur de l'Afrique de l'Ouest, subit l'inconvénient de l'enclavement qui le fait dépendre du Sénégal et de la Côte d'Ivoire. C'est un pays vaste et peu peuplé : sur 1 204 000 km², 5 500 000 habitants, dont 90 % de paysans. Au nord, des Nomades Arabes et Touaregs au nombre de 350 000. Au centre et au Sud, des Noirs, cultivateurs sédentaires. Les activités dépendent des climats qui sont très différents : dans la vallée des fleuves Sénégal et Niger, et dans la Savane, des cultures vivrières, du riz, du coton, de l'arachide ; dans le Sahel et le désert au Nord, un élevage extensif.

Dans ce pays, le colonialisme français n'a eu que des interventions économiques limitées pendant la période de sa domination : développement de cultures d'exportation dans la vallée du Niger, immédiatement utilisables, tentatives d'élevage industriel avec déportation de la population. Le secteur industriel reste très faible.

En 1960, quand l'impérialisme français accorde l'indépendance au Mali, le parti dominant est le RDA (Rassemblement Démocratique Africain). Il s'agit d'un parti africain qui avait canalisé les aspirations populaires à l'indépendance, anciennement rattaché au PCF, et dont ont fait également partie Houphouët-Boigny et Senghor. Le dirigeant malien du RDA est Modibo Keita, ancien ministre de la République française. Au Mali, le RDA, aux mains de la petite-bourgeoisie bureaucratique issue du Mali colonisé, dispose alors d'une grande emprise sur les masses, en particulier par l'intermédiaire des syndicats et des organisations de jeunesse.

projet ambitieux de développement indépendant. Mais le développement indépendant du Mali va connaître d'importantes limites. Le «socialisme malien», qui a les traits d'un capitalisme d'État dirigé par la bureaucratie née de l'ancienne société coloniale, est «théorisé» ainsi par le ministre de l'Agriculture Seydou Badian Kouyaté : «Si le capitalisme, comme dit Marx, en se développant, développe sa classe antagoniste, le régime colonial, voulant se perpétuer, a besoin d'auxiliaires de tous genres pour encadrer, contenir et orienter les populations... C'est cette catégorie de colonisés qui se développe en même temps que le régime grandit, et c'est elle qui, à l'instar du prolétariat, se trouvant directement influencée par le régime, prend conscience du fait d'exploitation, s'organise alors et mobilise le reste de la population. Cette catégorie est assurément l'homologue du prolétariat».

EXPULSION DES TROUPES FRANÇAISES ET DÉVELOPPEMENT INDÉPENDANT

Le gouvernement de Modibo Keita sort du regroupement néo-colonial de «la Communauté Française», expulse les troupes françaises et engage le pays dans un

Le RDA utilise cette analogie pour se proclamer d'avant-garde. D'après cette logique, la lutte de classe n'existe pas, et le ministre

de l'agriculture ajoute : «L'ouvrier d'usine de demain ne naîtra pas prolétaire, mais travailleur d'une société sans classe». La réalité reste bien éloignée de ces «projets». Le gouvernement de Modibo Keita, qui crée un secteur d'État dans l'industrie, un commerce d'État (la SOMIEX) et qui a le monopole d'un certain nombre de produits, lance un mouvement de «coopératives» et de développement de la production à la campagne.

LES CHAMPS DU ROI

Le RDA demande aux paysans de vendre leur production à l'État en leur promettant pour l'avenir, une aide pour s'organiser et se moderniser. Mais, com-

n'est pour eux qu'une corvée de type féodal.

Sans doute, le «socialisme malien» reflète dans une certaine mesure une volonté d'indépendance nationale par la création de petites industries qui permettent de répondre à certains besoins immédiats sans dépendre des exportations des pays impérialistes. Mais, l'échec dans l'agriculture compromet la poursuite de ce développement. À cause de la stagnation de l'agriculture, les termes de échange entre produits finis et produits agricoles se dégradent au dépens des paysans, le marché noir se développe. Ne disposant pas des exportations agricoles qu'il prévoyait, l'État s'endette toujours davantage.

L'ÉDIFICATION D'UNE INDUSTRIE

Les sociétés d'État industrielles connaissent un développement rapide (5 à 6 %). Il s'agit d'industries légères de transformation des produits agricoles ou de biens de consommation (tissu, chaussures, sucreries). Dans les directions de ces sociétés s'est développée une bourgeoisie d'État, issue de la petite-bourgeoisie bureaucratique.

me cette aide ne vient pas et que le commerce traditionnel arrive à acheter à un cours supérieur, le parti, qui reste très extérieur aux préoccupations des masses paysannes, impose par la force, et par la répression des livraisons obligatoires. Les «champs collectifs» encouragés par le RDA ne donnent que de maigres résultats : le rendement y est de 30 % de celui des champs des paysans. Les paysans appellent ces champs, «champs du roi», ce qui montre comment ils perçoivent la nature de cette fausse collectivisation, qui

Le capitalisme d'État au Mali a pour base sociale une couche de bureaucrates assez mince qui s'est vue rapidement isolée. Le parti RDA qui ne s'appuie pas sur une liaison avec les masses, acquise à l'issue d'une lutte de libération, n'a pas non plus le soutien des chefs traditionnels.

LES IMPÉRIALISTES PROFITENT DES DIFFICULTÉS

Du point de vue extérieur, le Mali de Modibo Keita, se tourne vers l'URSS, dont l'intervention accroît les difficultés et la dépendance.

L'URSS intervient de manière importante, couvrant 30 % de la dette extérieure du Mali en 1968. C'est l'URSS qui construit les bâtiments du parti et de l'école nationale d'administration. Elle se voit confiée par le secteur d'État la prospection minière (prospection d'or) ; elle envoie aussi des enseignants à l'ENA malienne.

En même temps, l'impérialisme français sabote l'expérience d'un Mali indépendant par l'intermédiaire de la Côte d'Ivoire et du Sénégal qui entourent le Mali. C'est dans ces conditions que le rapprochement avec l'impérialisme français s'opère. Dès 1966, ce rapprochement est esquissé et le processus de réintégration de la zone franc que le Mali avait quittée, est engagé. Cette réintégration deviendra effective en février 67. Le franc malien est alors dévalué de 50 %.

Le niveau de vie des masses baisse considérablement d'un seul coup. C'est alors que Modibo Keita tente de relancer le RDA et de canaliser le mouvement populaire. Il lance une «révolution culturelle» contre les «opportunistes» et les «profiteurs» et crée un «comité de défense de la révolution».

LE RÉGIME MILITAIRE DE MOUSSA TRAORE

Mais l'échec de son projet est trop patent, le rapprochement avec l'impérialisme français évident, et les difficultés accrues des masses et de certains secteurs de la petite-bourgeoisie s'accroissent mal avec la phraséologie révolutionnaire. En novembre 1968, un groupe de

jeunes officiers prend le pouvoir sans difficultés et instaure un gouvernement militaire, dirigé par Moussa Traore. Ce gouvernement critique la faillite de la politique économique de Modibo Keita. Il préconise le non-alignement et condamne le gouvernement précédent pour avoir justifié l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'URSS.

Le gouvernement de Moussa Traore liquide une partie du secteur public, redonne des facilités au secteur privé. Dès 1969, le nouveau régime fait appel aux capitaux occidentaux qui prennent en charge 75 % des investissements du plan. En ce qui concerne l'agriculture, il est fait appel aux organismes de l'impérialisme français : Compagnie Française pour le Développement des Fibres Textiles, Société d'Aide Technique et de coopération, Bureau pour le développement de la production agricole. Le commerce extérieur est réorienté vers l'Europe de l'Ouest : les importations qui en proviennent passent de 30 % en 1965 à 90 % en 1969, les exportations de 21 % en 1965 à 68 % en 1969. En 1969, la France reprend une place importante : 39 % des importations.

Le régime militaire confirme donc la politique amorcée avec le régime précédent : il accroît ses liens avec l'impérialisme français. En même temps ses relations avec les pays de l'Afrique de l'Ouest, s'améliorent : les projets communs pour l'aménagement du Niger et du Sénégal reprennent.

LES CONTRADICTIONS VILLE-CAMPAGNE

En 1966, la valeur des exportations agricoles est de 95 % du total des exportations du Mali. Mais 50 % des importations sont consommées à Bamako, tandis que les charrettes et les engrais ne représentent que 0,5 % des importations.

Alors que le gouvernement de Modibo Keita exige une augmentation de 65 % de la production agricole en cinq ans, il ne donne à l'agriculture que 4,5% des crédits alloués à l'équipement.



deux visages du Mali : le Sahel et les rives du Niger.

(à suivre)

Meeting «Vérité-espoir» du PCF EN VÉRITÉ UN ESPOIR ÉLECTORAL MAIS BEAUCOUP D'INQUIETUDE

«Vérité-Espoir», la campagne lancée par le PCF sur ce thème il y a un mois s'achevait samedi par une série de meetings dans les principales villes de France. Au Bourget, dans la Seine Saint-Denis, le département où l'implantation du PCF est la plus forte, Marchais prenait la parole, et pour clôturer le

tout, une candidate du PCF aux élections municipales lisait l'«engagement» des candidats de ce parti pour les prochaines élections. Les gains électoraux c'est là l'espoir mis en avant par le PCF, un espoir qui n'est pas exempt d'inquiétudes devant les manœuvres et les pressions du PS.

UN SUCCÈS LIMITÉ

Pendant quatre semaines, les militants du PCF ont donc fait circuler et remplir des «cahiers de la misère et de l'espoir» pour recueillir des témoignages sur les conditions de vie des travailleurs et leurs aspirations au changement. 25 000 de ces cahiers auraient été rassemblés. Samedi quelques témoignages ont été lus. Le Bourget était le point central vers lequel convergèrent de plusieurs villes de France, grâce à des liaisons téléphoniques, des témoignages rediffusés dans le hall du meeting, où des dizaines de récepteurs de télévision les retransmettaient et diffusaient des images du podium central. Dans ces conditions, à travers tout ces appareillages ostentatoire, destiné à impressionner, à montrer les capacités techniques et de gestionnaires du PCF, la diffusion des témoignages recueillis, malgré la sincérité et l'aspect émouvant de certains, prenait un caractère artificiel, et de fait l'intérêt manifesté par l'assistance était très faible. Dans l'ensemble ce rassemblement eut d'ailleurs un succès limité : environ 20 000 participants, or il y a pour l'île de France 8 000 candidats du PCF aux élections municipales.

A travers la campagne «Vérité-Espoir», le PCF visait plusieurs objectifs complémentaires. D'abord donner l'impression, malgré son attentisme, et les freins qu'il met aux luttes, qu'il demeure le parti des travailleurs et qu'il lutte réellement contre



Quelle perspective pour le PCF ? La campagne n'a pas donné les résultats escomptés.

le plan Barre. Il a réajusté sa propagande en fonction de cet objectif, sans cesser de parler de l'union du peuple de France, il a donné plus d'importance à la misère, à la dégradation des conditions de vie des plus exploités. A l'approche des échéances électorales, alors que le PS se montre plus arrogant, et affirme ses exigences, cette campagne devait permettre de faire pression sur cet allié, afin de maintenir un certain équilibre dans l'union de la gauche. Enfin, c'était l'occasion d'une pré-campagne électorale.

SUR QUOI CELA VA DÉBOUCHER ?

«Sur quoi cela va déboucher ?». Telle est la question que se posaient plusieurs des militants du PCF qui

avaient participé à la collecte des témoignages. «Il faudrait que ce soit le début de quelque chose». Telle était leur préoccupation majeure. La réponse donnée n'aura certainement pas répondu à leur attente. Comme seules perspectives, Marchais a appelé au renforcement du PCF, et a tracé la victoire électorale de l'union de la gauche.

Sur ce point, il a dit à mots couverts ce que beaucoup de militants disaient plus ouvertement : la crainte d'un renversement d'alliance. Bien qu'il ait maintenu la fiction d'une entente parfaite entre Gis-

card et Chirac, il a parlé des manœuvres de Giscard et des complaisances du PS. Aussi, a-t-il appelé au renforcement de son parti pour contraindre le PS au respect de l'union de la gauche. Mais en dehors des échéances électorales, aucune initiative n'a été ouverte. Quant au programme commun, qui reste l'objectif, Marchais l'a assez bien résumé, en dehors de promesses d'améliorations du niveau de vie : c'est la fin du gaspillage, c'est à dire une gestion plus rationnelle de l'économie nationale.

Serge Livet

«Majorité»

Ça continue

Bien que sur un ton plus feutré, les deux fractions de la «majorité» continuent à échanger des amabilités. Ce week-end, la charge en est revenue d'un côté à Poniatsowski, bras droit de Giscard et de l'autre à Guéna, délégué politique du RPR. Ce dernier a en effet souligné que l'important pour la majorité était sa «diversification», qui seule pouvait lui permettre de gagner les élections. Il en a profité pour lancer une nouvelle fois une attaque contre «l'unité imposée» que Giscard avait cherché à réaliser à Paris. De son côté, le ministre de l'intérieur s'attachait précisément à mettre l'accent sur «l'unité de la majorité».

Par la même occasion, ce dernier s'est lancé dans une diatribe contre le program-

me commun. A l'approche des élections, il apparaît en effet de plus en plus que, si Giscard envisage la possibilité de gouverner avec le PS, il entend cependant limiter autant que possible les succès électoraux de la gauche.

Cependant, Guéna a fixé deux autres conditions à la victoire de la «majorité» aux élections : d'une part, la réussite du plan Barre (mais le RPR fait-il vraiment ce qu'il faut pour que le climat de confiance nécessaire règne dans la bourgeoisie ?) ; d'autre part, l'arrêt de la discussion sur l'hypothèse de la victoire électorale du programme commun. Depuis que Giscard ne cesse d'en parler, on voit tout de suite à qui s'adressait le propos.

Lille

RIFI CHEZ LES GROS BRAS

La campagne électorale est vraiment lancée à Lille. La preuve : elle a déjà fait deux blessés graves, «le bourreau de Béthune», ancien catcheur célèbre, et un de ses collègues, tous deux colleurs d'affiches pour le compte de Segard, ministre des PTT et concurrent de Mauroy pour le poste de maire. Dans la soirée de vendredi, ces messieurs étaient réunis, à une quinzaine, à la permanence du candidat. La porte s'ouvre, trois hommes font irruption, des coups de feu éclatent : deux des colleurs recrutés s'écroulent.

roy «exprime sa considération à l'égard des deux blessés graves». Segard, directement en cause, ne se trouble apparemment pas : «Nous avons formé il y a quelque temps, comme il est normal, une équipe de colleurs d'affiches : «militants» d'un genre particulier, dont les capacités à la cogne dépassent sans aucun doute leur attachement à la cause, et qui touchent, à tant la nuit, des sommes dont bien des travailleurs feraient leur semaine. Plus ça va, plus les élections coûtent cher : nos parlementaires ont décidément bien du souci.

Organisateur de la fusillade : un certain Waroquier. Carte d'identité : organisateur de la campagne de Segard pour les élections législatives de 73, après avoir été celui d'Ortoli pour les municipales de 71. Mécontent d'être évincé cette fois-ci il s'est vengé, semble-t-il, de la manière forte qui est la sienne pour mener les campagnes des hommes politiques qui le recrutent.

EN TOUTE LIBERTÉ

Giscard a adressé une lettre de soutien aux parents d'élèves de l'enseignement libre de Bretagne. On se souvient que, récemment, une polémique avait été lancée sur les projets de nationalisation des établissements privés attribués au PS. Celui-ci, qui recrute une forte partie de ses électeurs dans l'enseignement public, s'était trouvé fort embarrassé de risquer d'en perdre parmi les partisans de l'école religieuse.

Les réactions des deux candidats à la mairie de Lille méritent d'être citées : Mau-

COUP DUR POUR CHIRAC

Bernard Lafay, une des principales personnalités RPR de la municipalité de Paris, vient de mourir. Il était conseiller de Paris depuis 22 ans, tête de liste RPR dans 17ème arrondissement. Il s'était fait remarquer récemment par une «lettre ouverte» où il remettait fortement en cause l'attitude de Giscard d'Estaing. C'était peu avant la candidature Chirac à la mairie de Paris, et on avait pensé que Lafay brigait peut-être ce poste.

D'Ornano, qui se présentait contre Lafay dans le 17ème, se retirera-t-il par décence sur un autre arrondissement ? On prête, dans le cas contraire, l'intention à Chirac de quitter le 5ème arrondissement pour aller affronter directement l'actuel ministre de l'industrie, candidat de Giscard.

DEBRÉ, OU LE GAULLISME RÉSIGNÉ

Interviewé hier soir au club de la presse, Debré a défini la manière dont il se situe au sein du RPR. «Je serais plus malheureux ailleurs». La seule qualité qu'il ait reconnue à ce mouvement, dans son orientation actuelle, c'est «l'amitié issue des années anciennes». Par ailleurs, il a vaguement exprimé l'espoir de pouvoir l'aiguiller vers «des orientations meilleures».

Effectivement, ses déclarations concernant l'élection du parlement européen au suffrage universel illustrent bien à quel point il a de quoi se sentir mal à l'aise dans cette formulation. Il s'est, une fois de plus, proclamé prêt à «mener le combat jusqu'à son terme», à mener «un combat implacable».

Mais, interrogé sur la

position de Chirac en faveur de ce traité, il a répondu : «Le nombre de ceux qui l'ont approuvé est supérieur au nombre de ceux qui l'ont lu. C'est le cas.»

Enfin, il a jugé que Giscard n'avait pas tort d'envisager de se maintenir en cas de victoire de la gauche aux élections. Il a en particulier estimé qu'il ne fallait pas trop s'alarmer des orientations affirmées aujourd'hui par les partis de l'union de la gauche : «Ce qui est dit et affirmé quand on est dans l'opposition prend un tour différent quand on est au gouvernement». Contre toute vraisemblance, il a prétendu «ne pas connaître le jugement de Chirac sur ce point». Ce qui revenait à éviter de se mettre ouvertement en contradiction avec lui.

DISCOURS DE MARCHAIS (EXTRAITS)

Sous la houlette de Giscard d'Estaing, le pluralisme organisé fonctionne. Et du coup, la signification réelle de ce ballet à grand spectacle, que notre parti a eu le mérite de mettre dès le début en lumière, commence à mieux apparaître aux yeux de tous. (...)

...Giscard d'Estaing, placé en haut de la pyramide, conduit le combat électoral de la droite dans le même temps où il se prépare, si cette droite était battue, à manœuvrer pour tenter de faire échec à la volonté populaire (...)

Dans cette bataille, il est illusoire, il est périlleux de se fier à la sagesse de Giscard

d'Estaing et de la caste de privilégiés qu'il représente. (...)

...Nous, communistes, nous disons que dans une telle situation, le devoir des forces de gauche, de toutes les forces populaires est de resserrer leur cohésion, leur union, d'affirmer leur détermination dans la lutte pour les changements réels dont le pays a besoin. C'est à ces tâches que se consacre le Parti Communiste Français parce qu'une seule volonté l'anime : battre la droite, aller demain au gouvernement avec ses partenaires pour servir les intérêts des travailleurs et les intérêts de la France.

POLITIQUE

PS :

LA RISETTE AUX PATRONS

Le parti socialiste tenait, ce week-end, un colloque sur «la politique industrielle»: de l'information à l'économie, en passant par les questions financières ou sociales, on se préoccupe, de ce côté-là, de mettre les bouchées doubles dans la définition de la politique qu'on mènera une fois parvenu au gouvernement. De plus, l'entreprise de petite taille est un terrain électoral sur lequel les socialistes ont quelque chance de disputer des voix de manière efficace aux partis de l'actuelle «majorité».

En réalité, c'est d'un plan de soutien à ces petits ou moyens capitalistes qu'il était question. Bien sûr, histoire de faire à la fois populaire et moderne, il aura été parlé de favoriser la création par les ingénieurs et cadres de nouvelles entreprises qui devraient être «autogérées». Mais voici où les mesures concrètes définies devraient séduire le petit patronat: système garantissant débouchés et moyens de financement à ces entreprises; redistribution des charges sociales. C'est à dire, en clair, que des impôts seraient prévus spécialement pour faire plus porter le poids des charges

socials aux grandes entreprises.

On peut se demander ce qu'il adviendrait, en cas d'arrivée effective du PS au gouvernement, de cette série de promesses. Il n'est pas douteux en effet que la logique de classe du programme socialiste est loin de comporter un affrontement avec le secteur monopoliste de la bourgeoisie.

«En fait, nous n'avons pas décidé de confisquer. Et la classe ouvrière et les travailleurs de ces entreprises ne vont pas devenir propriétaires de ces entreprises après avoir confisqué le bien de ceux qui les détenaient. On ne bougera pas là-dessus: il n'y aura pas de confiscations.» Voilà en effet sur quoi Mitterrand a tenu à insister au cours de la réunion de ce week-end à propos des entreprises nationalisables.

Préoccupé une fois de plus d'ouverture vis-à-vis des monopoles visés par le Programme Commun, le colloque du PS a adopté les propositions faites récemment par Attali dans le journal patronal *Les Echos*, et qui consistaient à garantir aux actionnaires, gros et petits, la propriété intégrale de leur capital dans ces entreprises.

MAUROY (PS) :

"GISCARD EST-IL MIEUX QUE CHIRAC ? SANS DOUTE"

Monsieur Pierre Mauroy, homme fort de la fédération du Nord du parti socialiste, membre très influent de la direction, est, paraît-il, appelé à un grand avenir au sein de ce parti. C'est ce qui fait tout le prix de l'interview de lui que «Le Nouvel Observateur» de lundi a bien voulu publier.

Mauroy traite de divers sujets: la situation au sein du PS lui-même, les rapports avec le PCF, les contradictions internes à la «majorité». Sur toute la ligne, c'est l'option assez ouvertement droitière de la majorité du PS qui s'exprime. «De tout temps, à l'intérieur du PS, un courant -c'est le CERES aujourd'hui- s'est dit, comme pour s'en convaincre, à la gauche de la majorité du parti», note le maire de Lille. Mais c'est pour l'assassiner de quelques mots: «l'histoire montre que l'inflation verbale n'est pas sans danger pour nous».

Mauroy s'interroge ensuite «sur les intentions réelles du PCF»: si ce parti «ne progresse pas, il faut qu'il



Mauroy avec Barre: un dialogue qu'il est prêt à poursuivre.

s'en prenne à lui-même». Manière sèche de rejeter toutes les jérémiades de Marchais concernant la manière dont le PS essaie de limiter sa place au sein des signataires du programme commun.

Mais c'est surtout sur la situation au sein de la droite que ses déclarations ont une clarté rarement atteinte du côté du PS, ces dernières semaines: «Jacques Chirac

est doublement dangereux pour nous, parce qu'il représente une menace pour les libertés. Chirac, en paroles du moins, c'est le refus de l'alternance. Giscard d'Estaing, lui, répond sur cette question de manière très embarrassée. Il hésite, de toute évidence. Est-ce mieux? Sans doute».

Ainsi, pour la première fois, un dirigeant socialiste ne se contente pas d'affir-

mer que les rivalités existent au sein de la «majorité», comme M. Mitterrand l'a fait couramment ces derniers temps: il choisit son camp. Après ces déclarations, la possibilité de faire l'union avec le président de la république, sous prétexte d'isoler le RPR, jugé plus réactionnaire «bonapartiste, populiste et autoritaire», se dessine avec plus de netteté que jamais.

LUTTES OUVRIÈRES

Manil (Ardennes) : Des vigiles, le pistolet à la main attaquent le piquet de grève, c'est la grève illimitée !

Les travailleurs de l'entreprise Manil, à Bivier-Ocourt, dans les Ardennes, ont commencé une grève il y a trois semaines. Il s'agit pour eux, d'obtenir une augmentation de salaire, augmentation contenue dans un accord d'entreprise et qui doit avoir lieu chaque année et que la direction remet en cause, toujours sous le prétexte d'appliquer le plan Barre.

Ce plan Barre, la direction est bien décidée à l'appliquer et à le faire accepter. Pour mieux y arriver et faire céder les travailleurs, le patron a commencé par faire rentrer dans l'usine deux vigiles et un chien. La riposte ne s'est pas fait attendre: de tournante, la grève est devenue illimitée! En fin de semaine, voyant que la lutte n'avait fait que s'amplifier, le patron faisait attaquer le piquet de grève par d'autres vigiles, munis cette fois de révolvers. Une ouvrière sera blessée par un tabouret. Cela n'a pas arrêté les travailleurs. Les ouvriers continuent la lutte en exigeant parallèlement à leurs revendications, la disparition des vigiles!

Les travailleurs de deux usines appartenant aux établissements Beaucaire, dans le département du Gard, sont en grève depuis mercredi. Ils exigent une augmentation de leurs salaires. Rappelons que Beaucaire est une entreprise chimique.

Les travailleurs de l'entreprise USM à Suresnes sont en grève depuis le 18 janvier. Ils réclament le 13^e mois, une augmentation de leur salaire horaire de un franc pour tous.

Les 500 travailleurs d'une entreprise de carrosserie automobile à Alençon, sont en lutte illimitée avec occupation de leurs locaux de travail, depuis jeudi. Ils demandent que pour l'année 1977, l'augmentation de leur salaire se fasse comme par le passé, c'est à dire à partir de l'indice CGT et non pas celui de l'INSEE comme le veut la direction. Ils réclament en outre le 13^e mois.

Journée régionale d'action en Lorraine, participation très moyenne :

LES TRAVAILLEURS VEULENT AUTRE CHOSE !

A la fin de la semaine dernière, vendredi, a eu lieu la journée régionale d'action en Lorraine appelée par les organisations syndicales CGT et CFDT, une journée qui avait pour mot d'ordre la question de l'emploi dans la région d'une manière générale et qui entendait exprimer le refus plus particulièrement des licenciements dans la sidérurgie. Qu'en dire? Deux choses: elle a montré que dans un certain nombre de secteurs une grande volonté de lutte non seulement de la part des sidérurgistes mais aussi de la part de l'ensemble des travailleurs de la Lorraine en butte aux menaces de chômage, existait. L'aspiration à une lutte d'ampleur, commune, unie s'est aussi faite jour. La preuve en est par exemple, la manifestation qui s'est déroulée à Longwy et où aux côtés des travailleurs sidérurgistes étaient présents ceux des faïenceries de Longwy en lutte, les travailleurs de la construction, les employés de grands magasins, comme ceux du Prisunic où 45 d'entre eux viennent d'être jetés à la rue, les cheminots et les postiers, qui, indirectement mais réellement auront à subir eux aussi les conséquences des 9 000 licenciements dans la sidérurgie.

Volonté de lutte indéniable donc mais aussi exigence de formes d'action autres que les sempiternelles journées de 24 h.

Ainsi, toujours à Longwy l'ensemble des travailleurs pré-cités, refusant de terminer cette journée d'action par une simple manifestation, ont décidé d'envahir l'intérieur de l'usine sidérurgique des Hauts Fournaux de la Chiers. Cette volonté de lutte on l'a aussi retrouvée à Thionville (Moselle) où, au coude à coude avec les travailleurs d'Usinor Thionville, Sacilor Hagondange, Sacilor Gandrange, se trouvaient les employés de l'hôpital, dans les mines de fer où la grève a été suivie à 80 %.

Mais une deuxième chose est aussi ressortie de cette journée: beaucoup de travailleurs n'ont pas participé activement à cette journée. Ainsi, à Longwy, 1 500 personnes seulement étaient présentes à la manifestation alors que la Chiers, Usinor et la Providence regroupent dans cette même ville des milliers de travailleurs. L'absence de nombreux travailleurs confirme le rejet de plus en plus massif de cette forme d'action non pas en tant que tel

mais bien parce que ces journées qu'elles soient locales ou régionales n'ont aucune suite. La journée de vendredi l'a confirmé où les directions syndicales n'ont offert comme seule et unique perspective, que d'envoyer une motion réclamant

l'annulation des licenciements, au préfet! Cela n'est certes pas ce qui fera reculer les maîtres de forge! En Lorraine aujourd'hui, les travailleurs syndicaux débattent: il faut autre chose: cela ne peut manquer de déboucher sur une lutte efficace.

- MANOLÈNE (LE HAVRE) : 2 MORTS
- DUNKERQUE (CONSTRUCTION) : 2 MORTS

CAPITAL ASSASSIN !

Ce n'est pas moins de quatre travailleurs qui viennent d'être tués, victimes de la course au profit capitaliste. On se souvient qu'il y a quelques temps, à l'usine Manolène d'Orcher, près de la ville du Havre, l'explosion de l'unité de fabrication de polyéthylène avait fait un mort et blessé grièvement deux autres ouvriers. Ces derniers avaient été transportés dans un état grave à l'hôpital à Paris. Ils viennent de décéder. Pour la section CGT les choses sont claires: une des pompes qui équipait l'unité de production était défectueuse, et pose la question: avait-elle dé-

Deux autres travailleurs, René Collin et Yves Dumont, travaillant tous les deux à Dunkerque, sur un chantier de construction de plate-forme de forage pétrolier viennent d'être tués eux aussi. C'est mercredi, alors qu'ils travaillaient sur le chantier «Comenard» sur une passerelle de plus de 25 mètres de hauteur, que cette dernière s'est effondrée. Encore une fois, aucune mesure de sécurité n'avait été prise! C'est à l'hôpital de Dunkerque que ces travailleurs respectivement âgés de 42 ans et 37 ans ont succombé à leurs graves blessures.

LUTTES OUVRIÈRES

SESCOSEM (THOMSON CSF)

APRES L'ANNONCE DE 147 LICENCIEMENTS A AIX EN PROVENCE : 349 NOUVEAUX LICENCIEMENTS A ST EGREVE !



C'est en fin de compte une restructuration d'ampleur que prépare la Thomson CSF ! La semaine dernière, c'était 147 licenciements qui étaient annoncés à l'usine d'Aix en Provence.

Et voilà que pas moins de 349 suppressions d'emplois viennent d'être décidées à l'usine de St Egrève. Au total, c'est près de 500 travailleurs et travailleuses qui risquent d'être jetés à la rue dans les mois qui viennent ! Et tout indique que ce n'est qu'un début.

Ce que prépare ainsi la direction du groupe Thomson CSF c'est la restructuration de sa division « semi-conducteurs », base de toute l'électronique aujourd'hui, car ce secteur n'est pas jugé assez rentable. Mais les travailleurs n'ont pas à en faire les frais ! Face aux menaces qui planent, une riposte d'ampleur de toutes les usines, peut seule faire renoncer la direction à ses projets. Et ce d'autant plus que les travailleurs de la plupart des usines sont touchés ! La riposte va commencer dans l'usine de St Egrève mercredi. Nous publions ci-dessous un communiqué de l'inter-syndicale de la Thomson CSF Sescossem.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE L'INTERSYNDICALE DE THOMSON CSF SESCOSEM

Le vendredi 11 février 77, d'une restructuration motivée par la seule recherche du profit au détriment de l'intérêt des travailleurs et de l'intérêt du pays.

Les mesures envisagées par le trust Thomson CSF conduiront à court terme ce secteur de pointe de l'industrie française sous la dépendance de pays étrangers.

C'est pour cela que les trois organisations syndicales CFDT-CGT-CGC appellent l'ensemble des travailleurs de la Sescossem à engager l'action pour contraindre la direction à mettre en place des mesures destinées à assurer l'emploi de tous y compris des travailleurs sous contrat à durée déterminée et des travailleurs intérimaires.

Les résultats financiers de Thomson CSF additionnés aux cadeaux de l'État lui permettraient de donner aisément satisfaction aux travailleurs.

Pour le mercredi 16 février 77 les organisations syndicales appellent à une grève générale de 24 h avec présence à l'usine de tous les travailleurs.

En effet, les travailleurs n'ont pas à subir les effets

de la direction Thomson CSF-Sescossem du centre de St Egrève (38) a informé les élus au Comité d'Établissement qu'une réunion extraordinaire de ce Comité d'Établissement aurait lieu le mercredi 16 février 77 à 14 h avec comme ordre du jour :

Projet de licenciement collectif pour motif économique et d'ordre conjoncturel.

Seront touchés par ces mesures de licenciement :
25 ingénieurs et cadres
50 techniciens
7 agents de maîtrise
22 employés
21 régisseurs et OP de service fonctionnel
soit 125 personnes dont 3 protégées

Cela concerne aussi 209 contrats à durée déterminée qui ne seront pas renouvelés et 15 travailleurs intérimaires. C'est donc 349 suppressions d'emplois qui sont annoncées.

Les Organisations syndicales CFDT-CGT-CGC du centre de St Egrève rejettent en bloc toute mesure de licenciement.

En effet, les travailleurs n'ont pas à subir les effets

de la direction Thomson CSF-Sescossem du centre de St Egrève (38) a informé les élus au Comité d'Établissement qu'une réunion extraordinaire de ce Comité d'Établissement aurait lieu le mercredi 16 février 77 à 14 h avec comme ordre du jour :

Projet de licenciement collectif pour motif économique et d'ordre conjoncturel.

Seront touchés par ces mesures de licenciement :
25 ingénieurs et cadres
50 techniciens
7 agents de maîtrise
22 employés
21 régisseurs et OP de service fonctionnel
soit 125 personnes dont 3 protégées

Cela concerne aussi 209 contrats à durée déterminée qui ne seront pas renouvelés et 15 travailleurs intérimaires. C'est donc 349 suppressions d'emplois qui sont annoncées.

Les Organisations syndicales CFDT-CGT-CGC du centre de St Egrève rejettent en bloc toute mesure de licenciement.

En effet, les travailleurs n'ont pas à subir les effets

de la direction Thomson CSF-Sescossem du centre de St Egrève (38) a informé les élus au Comité d'Établissement qu'une réunion extraordinaire de ce Comité d'Établissement aurait lieu le mercredi 16 février 77 à 14 h avec comme ordre du jour :

Projet de licenciement collectif pour motif économique et d'ordre conjoncturel.

Seront touchés par ces mesures de licenciement :
25 ingénieurs et cadres
50 techniciens
7 agents de maîtrise
22 employés
21 régisseurs et OP de service fonctionnel
soit 125 personnes dont 3 protégées

Cela concerne aussi 209 contrats à durée déterminée qui ne seront pas renouvelés et 15 travailleurs intérimaires. C'est donc 349 suppressions d'emplois qui sont annoncées.

Les Organisations syndicales CFDT-CGT-CGC du centre de St Egrève rejettent en bloc toute mesure de licenciement.

En effet, les travailleurs n'ont pas à subir les effets

RICHIER (GRUES) À GENNEVILLIERS

4^e SEMAINE DE GREVE CONTRE LES BRIMADES ET LES ACCIDENTS DE TRAVAIL

Les «non grévistes» versent une partie de leurs paies à leurs camarades

Richier est un petit établissement à Genevilliers (une centaine de travailleurs) dépendant de la multinationale américaine Richier. A l'entrée, un drapeau rouge accroché aux grilles, flotte au vent. Devant l'usine, panneaux et banderoles affirment la volonté des travailleurs de Richier.

En janvier la grève partira, puis ce sera la reprise, puis la grève à nouveau le 20 janvier avec occupation. Le détonateur sera l'absence de chauffage au magasin, où les ouvriers sont obligés de travailler par moins 5°.

Mais la légitime lutte de ces travailleurs ne s'arrête pas à cette revendication. Ce qui s'exprime à travers elle, c'est la révolte contre les brimades continuelles du patron et contre les accidents du travail. Comme le dit un travailleur immigré de Richier : «Nous travaillons dans un atelier où des pièces très lourdes sont rangées sur des étages superposés (moteurs, joints tournants, rivets pour véhicule Richier) et il est arrivé qu'un gars reste 18 mois dans le plâtre parce qu'une pièce lui était tombée dessus».

C'est aussi la révolte contre la baisse continue des effectifs — «lorsqu'un gars part, il n'est jamais remplacé» —, contre les bas-salaires (1 800 F nets au magasin) et les différences de salaires allant parfois jusqu'à 400 F pour le même travail. Les travailleurs exigent aussi la suppression de l'article 21 qui prévoit en cas de refus de changement d'affectation ou de mutation, des sanctions pouvant aller jusqu'au licenciement.

LICENCIEMENT RÉPRESSIF
MENACE DE LOCK-OUT,
DE CHÔMAGE TECHNIQUE

L'inspecteur du travail

donnera alors un ultimatum à la direction pour que soit installé le chauffage au magasin d'ici le 15 février. Les travailleurs reprendront le travail durant une semaine devant la mise en route des installations et sous condition que reprennent les discussions sur les salaires et les problèmes de qualification d'ici le 20 janvier. Nous étions début janvier, le 20, devant le refus de la direction, la grève reprend avec occupation des locaux. Face à cette lutte, le patron répond par la fermeté. C'est le refus de négocier. C'est aussi la provocation : les grévistes sont rayés des effectifs de la cantine. C'est enfin l'intimidation : un travailleur est licencié, puis la menace apparaît de traduire plusieurs travailleurs devant les tribunaux sous divers prétextes. Pour finir, la direction n'hésite pas à agiter l'épouvantail du chômage technique et du lock-out. Pourtant, malgré un certain nombre de difficultés et de limites à cette grève, c'est bien la volonté de lutte et l'unité autour des revendications qui dominent chez les ouvriers.

UN SOUTIEN ACTIF DE
LA PART DES
«NON GRÉVISTES»

Les faiblesses de la lutte, bien sûr il y en a, et elles résident dans le fait qu'un certain nombre de travailleurs ne sont pas grévistes, et dans les illusions encore fortes chez beaucoup d'ouvriers sur la loi, la justice bourgeoise, ainsi que sur l'attitude du patron qui est vue comme un cas isolé et non pas comme partie prenante d'une politique d'ensemble mise en œuvre par l'ensemble de la bourgeoisie contre les travailleurs afin de faire passer coûte que coûte le plan Barre.

L'unité se renforce néanmoins pour casser l'arrogance du patron : rien n'entre ni ne sort. Un travailleur nous expliquait qu'aujourd'hui les non-grévistes reversent une partie de leur salaire à leurs camarades en grève et que la participation des non-grévistes aux côtés des grévistes dans les entrevues avec la direction a renforcé la solidarité des premiers et cela même jusqu'aux cadres.

Pour les travailleurs de Richier, c'est la première grève importante. Elle leur servira certainement d'expérience. Nous devons leur apporter entière solidarité car ils montrent la seule voie à prendre pour mettre en échec le plan Barre : le refus de faire les frais de la crise, ne pas attendre une quelconque échéance électorale en développant nos luttes.

Correspondant Genevilliers.

CGEE ALSTHOM (ST OUEN)

Boycott des heures supplémentaires

En février-mars 1976, la direction de la CGEE Alsthom décidait avec l'aide du pouvoir de licencier 45 monteurs de St Ouen.

Et qu'avons-nous pu constater ?

1) Que dès le 1^{er} avril l'horaire remontait à 45 heures sur tous les chantiers.

2) Que dès le mois de mai les premiers intérimaires apparaissent sur les chantiers et le nombre allait en croissant. Croyez-vous que la direction ait songé à réembaucher les monteurs venant d'être licenciés ? Non bien sûr !

3) Dès septembre 1976, les heures supplémentaires faisaient leur réapparition (et particulièrement sur le chantier de Beaubourg) et ce

dans des conditions assez spéciales :

- En dépassant l'horaire maximum légal qui est de 51 heures hebdomadaires.

- En effectuant des pressions sur les monteurs pour que ceux-ci acceptent de faire des heures supplémentaires.

- En falsifiant les feuilles de paie : transformations d'heures supplémentaires en heures de nuit afin que, d'une part les heures supplémentaires apparaissent le moins possible et d'autre part, pour éviter ainsi les récupérations et le repos compensateur.

- Sans respecter le droit de grève.

Ces heures supplémentaires se font au détriment de la vie de famille, de la santé et de la sécurité des

travailleurs.

Mais aujourd'hui que nous attend-il ? C'est simple, dans un premier temps 200 intérimaires actuellement embauchés par St Ouen iront grossir dans leur quasi-totalité les rangs des chômeurs.

La direction de la CGEE Alsthom n'est-elle pas en train de nous rééditer le coup de l'année dernière ? Elle nous pousse à finir vite fait les chantiers, pour ainsi plus vite toucher ses profits, quant aux travailleurs ma foi, qu'ils se débrouillent.

De plus, que répond-elle à nos revendications sur les salaires, la réduction du temps de travail avec compensation, la fourniture de chaussures de sécurité ? C'est simple, vous comprenez : «le plan Barre», «la

(extraits du bulletin CGT de la CGEE Alsthom «Le Contacteur»)

conjoncture actuelle»...

La direction qui nous répond par le mépris fait appel à nous quand ça l'arrange. Eh bien non, nous ne sommes pas des marionnettes ! Et il faut réagir !

Dans un premier temps, le syndicat CGT appelle les travailleurs à faire la grève de toutes les heures supplémentaires allant au delà de 44 h par semaine.

De plus, le syndicat appelle les travailleurs à observer au moins 1/2 heure de grève durant le mois de février 1977 pour permettre aux élus du personnel de discuter avec les travailleurs de tous les problèmes qui les préoccupent.

Le syndicat CGT soutiendra également toutes les actions pour la satisfaction de nos revendications.

Cristallerie de Fougères

«Nous n'irons pas grossir les rangs des chômeurs de la ville !»

La liquidation des biens a été ordonnée par le tribunal de commerce de Rennes le 16 décembre. Très vite les travailleurs ont pu se poser de nombreuses questions : «depuis l'annonce du dépôt de bilan, nous avons eu une avalanche de commandes. Les carnets de l'usine sont remplis jusqu'à la mi-avril».

Créée en 1921, au lendemain d'un long et dur conflit dans une verrerie de la ville, la «cristallerie de Fougères» est une coopérative ouvrière. Lors de la liquidation des biens, le tribunal avait autorisé l'exploitation provisoire jusqu'au 20 février, tenant compte de pourparlers qui rendraient peut-être possible sa reprise au moins partielle, et du fait que l'arrêt de cette industrie basée essentiellement sur un four qui fonctionne en continu serait catastrophique. Ces pourparlers ont été relancés le 4 février lors d'une entrevue à Rennes entre la CFDT et les pouvoirs publics : «Nous ne pouvons accepter une reprise qui ne garantirait pas le réembauchage progressif de tout le personnel et le maintien des avantages acquis» a déclaré cette dernière. Les travailleurs ne sauraient se satisfaire d'hypothétiques promesses.

Corr. Rennes.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

On reparle de la cave d'Aléria, occupée en août 1975 par des autonomistes corses conduits par Edmond Siméoni. Samedi matin elle a été à nouveau occupée par de jeunes agriculteurs, sans armes ; ils demandent la redistribution des terres de la côte orientale accaparées par les colons (anciens rapatriés d'Algérie).



MOUVEMENTS DE GREVE A LA TELEVISION

Les syndicats de radio et de télévision CGT, CFDT, et le SNJ ont annoncé que la semaine qui vient serait une semaine d'action pour toutes les sociétés issues de l'ORTF, pour protester contre «les conditions de travail qui n'ont cessé de se dégrader pour le personnel depuis le démantèlement de l'ORTF en 1974». Les organisations syndicales demandent la mise en chantier d'une convention collective commune et un volume de production de télévision garantissant l'emploi des person-

nels. Une grève de 24 h aura lieu mardi pour TF 1, mercredi pour A 2, jeudi pour Radio-France, et le mardi suivant pour FR 3 et la SFP. Une grève générale est prévue pour le mercredi 23.

● **Soucieux d'éviter le gaspillage de l'eau,** Vincent Ansquer, l'inné-narrable ministre de la «qualité de la vie» signale qu'il suffirait de trois millions de chasses d'eau mal réglées pour gaspiller 15 % de l'eau traitée... A quand l'organisation de contrôles à domicile et pourquoi pas l'instauration d'un nouveau «permis de chasse» ?

Centrales nucléaires

OPERATION SEDUCTION DE D'ORNANO

Pour l'année 1975, les rejets thermiques des centrales électriques équivalaient à près de 30 % de l'énergie consommée pour le chauffage des locaux pour l'ensemble de la France. (Il est prévu que cette proportion puisse dépasser 60 % d'ici 1985). Or ces rejets thermiques ne sont pas utilisés, au contraire ils contribuent à la pollution, par exemple par le réchauffement des eaux des fleuves, qui met en danger la vie de la faune et de la flore fluviales. Ne serait-il donc pas possible d'utiliser cette quantité

importante de chaleur produite pour nos besoins de chauffage ?

C'est justement le sujet qu'a abordé d'Ornano, ministre de l'industrie et de la recherche, lors d'une conférence de presse, au cours de laquelle il rendait public le rapport de la commission d'étude pour l'utilisation de la chaleur. Il a annoncé que plusieurs mesures allaient être prises.

L'utilisation de la chaleur perdue des centrales électriques demanderait une modification de la technologie des centrales (modifier la turbine et augmenter la pression dans les condenseurs), car la température de l'eau rejetée par les centrales actuellement est de l'ordre de 30 ° C et pour être utilisable pour le chauffage, il faut qu'elle soit de l'ordre de 70 à 100 ° C. Et cela diminuerait le rendement de la centrale de 12 à 20 %. Le rapport présenté par d'Ornano ne prévoit rien qui permette de lever ces obstacles techniques.

Les crédits débloqués sont dérisoires : 10 millions de francs, cela ne pèse pas lourd dans le budget. Et les «mesures» consistent en une série d'«études d'avant-projets» et d'«études techniques-économiques». Pour se convaincre que ce rapport ne contient que du vent, il suffit de connaître les objectifs que le gouvernement s'est lui-même fixés : d'ici

1985, moins de 5 % des rejets thermiques totaux seront utilisés, ce qui couvrira moins de 1 % de la consommation totale d'énergie primaire (fuel).

Pourquoi tant de battage autour d'un rapport si creux ? La commission existe depuis octobre 1975, et le rapport était attendu pour mars 1976, puis repoussé à l'automne 1976. Finalement, c'est en février 1977 qu'il est publié, c'est-à-dire quelques semaines avant les élections municipales, où d'Ornano brigue la mairie de Paris.

D'Ornano a déclaré : «Et surtout, les possibilités d'utilisation de la chaleur, devront être systématiquement prises en compte dans les études préalables à l'implantation des centrales nucléaires». D'Ornano met en avant les centrales nucléaires, comme étant celles dont l'utilisation de la chaleur est la plus intéressante. Il met moins en avant le fait

que c'est incompatible avec les projets d'EDF, dont les plans d'implantation ne prévoient pas le rapprochement des centrales des grandes villes, condition nécessaire pour récupérer la chaleur pour le chauffage urbain. Ici encore existe un écart entre ce qui est dit et la réalité.

En fait, d'Ornano fait une opération de propagande pour les «économies d'énergie», et surtout pour les centrales nucléaires, en les présentant sous un aspect anti-pollution (contre la pollution thermique) et économique (utilisation rationnelle de l'énergie).

Les différentes campagnes de propagande d'EDF en faveur des centrales nucléaires ayant échoué, comme en témoignent les nombreuses luttes menées par les travailleurs contre leur implantation, à Gerstheim, à Malville, à Flamanville, ... le gouvernement tente de prendre le relai en utilisant

de nouveaux thèmes. Mais ceci ne peut faire oublier l'aspect principal de sa politique, qui est la répression contre les travailleurs en lutte, comme le confirme le jugement du tribunal de Bordeaux dont ont été récernés victimes 12 paysans et 3 militants à Braud-Saint-Louis. Pour Creys-Malville, la parution et la signature du décret ministériel autorisant la création du surgénérateur sont imminentes et c'est pourquoi la coordination Rhône-Alpes des comités Malville a choisi les 19 et 20 février pour organiser les Assises Nationales contre le projet du surgénérateur.

● **Une bombe a explosé à l'ANPE de St-Etienne, hier à 1 h du matin. Elle avait été placée dans la boîte à lettres. Pas de victimes heureusement mais les dégâts sont considérables.**

A droite comme à gauche, les voix des «parents» suscitent la convoitise

De «France Soir», montrant du doigt les «enseignants-pourvoyeurs de drogue», au «Journal du Dimanche» dressant un réquisitoire contre l'enseignement public, en passant par la polémique entre Haby et le Syndicat national des instituteurs (SNI), il est beaucoup question des enseignants ces jours-ci.

A quelques semaines des municipales, tout ce remu-ménage a de forts relents électoralistes. Regardons-y de plus près.

La campagne lancée par «France Soir» en grossissant démesurément les «affaires» de Belfort et de Montbéliard mettait au fond en cause la «crise d'autorité» dont souffrirait l'enseignement public. Le «Journal du Dimanche» revient sur ce thème en le développant d'une façon plus explicite. C'est un véritable recensement des «tares» des enseignants : professeurs peu consciencieux, peu capables (ils font même des fautes d'orthographe...) souvent absents (maladies,

journées pédagogiques), manquant d'autorité.

De ce sombre tableau émerge l'accusation majeure : les enseignants sont toujours en grève, ils inculquent la «foi marxiste» dans les «jeunes cerveaux», bref : «les enseignants de gauche font la loi». Ainsi, la campagne ultra réactionnaire appelant les parents à se mobiliser contre le «désordre» dans les établissements publics vise ouvertement une partie de l'électorat dont les sympathies pour les partis de l'Union de la gauche sont connues et s'efforce par là même de rallier les «parents» aux perspectives sécurisantes des partis de la majorité.

De leur côté, les partis de gauche manœuvrent à leur manière pour attirer sous leur bannière ces mêmes «parents» dont les voix sont décidément bien convoitées. Ici comme ailleurs la rivalité PC-PS se manifeste. Au PC mobilisant ses forces dans la Seine St Denis, (grève si-

multanée des enseignants du primaire et des parents refusant d'envoyer leurs enfants à l'école) le PS répond en faisant donner la direction du SNI qui proclame brusquement son intention de «boycotter» la réforme Haby à la rentrée 1977.

A quoi Haby répond en mettant en demeure les instituteurs de ne pas se «situer hors-la-loi». Tandis que le SNEI (tenu par le PC) se refuse à déployer la surenchère verbale du SNI «l'Humanité» critique l'initiative du SNI en insistant sur l'utilisation que Haby fait de la consigne de «boycottage».

Dans tout cela, on est bien loin des «intérêts des enfants» dont se réclament tous les partis de droite comme de gauche, mais bien près de manœuvres tactiques en direction des millions de voix que représentent ces électeurs toutes classes confondues que sont les «parents».

Claude ANCHER

DROGUE

LA CAMPAGNE ANTI-JEUNES CONTINUE

A Paris une «descente» de la brigade des stupéfiants dans des bars du 11^e et du 20^e arrondissements a conduit à l'inculpation d'une quinzaine de personnes. A Longwy, 10 autres ont été arrêtées. Ainsi, la police peut se prévaloir de sa volonté de «lutte contre la drogue» d'autant plus facilement que les lieux du trafic de drogue lui sont connus depuis longtemps. La campagne de presse contre les jeunes trouve ainsi son alignement quotidien de fausse indignation. En parallèle avec la campagne contre les enseignants, l'école est désignée comme le lieu d'apprentissage privilégié de l'usage de la drogue. Rien n'est dit bien sûr sur les véritables raisons qui poussent certains jeunes vers la drogue : solution illusoire pour échapper à un avenir bouché par la société capitaliste, solution encouragée par cette même société qui

préfère de toute façon un jeune drogué plutôt que contestataire (mais qui les assimile volontiers). En tout cas il est significatif que ce soit dans cette période que la bourgeoisie semble redécouvrir un «fléau» qui a fait plus de 50 victimes l'an passé sans qu'aucun journal n'ait réagi.

LA BÉGUDE (ARDECHE) Epidémie d'hépatite virale

40 cas d'hépatite virale se sont déclarés à la Béguide près d'Aubenas. L'hépatite virale qui tue 500 personnes chaque année en France sur 100 000 cas recensés, est provoquée par au moins deux virus A et B (les recherches tendent à montrer qu'il existerait un troisième virus). A la Béguide il s'agit du virus A, qui se propage comme celui de la Typhoïde : de l'eau contaminée s'est sans doute infiltrée dans les réseaux d'adduction, provoquant ainsi l'épidémie.

Opération «repas gratuits» à Villetaneuse

Le jeudi 10 février, à la faculté de Villetaneuse, a eu lieu une action de contrôle direct sur le restaurant universitaire, pendant laquelle plus de 1 500 repas avec boisson ont été distribués gratuitement. Cette action visait principalement la rentabilisation et la mainmise patronale sur le CROUS, contre la «borellisation». (Du nom de la chaîne de restauration, Jacques Borel). Le succès de cette initiative est le fruit de l'unité des étudiants et du personnel du restaurant universitaire face à la direction du restaurant universitaire.

Un groupe d'étudiants de la faculté de Villetaneuse

INTERVIEW D'UN RESPONSABLE DE LA "SOLIDARITE DES TRAVAILLEURS MALIENS EN FRANCE"

L'impérialisme français au Mali, dont Giscard va aujourd'hui défendre les intérêts, c'est le pillage des matières premières qui commence, c'est la culture forcée du coton et de l'arachide aux dépens des cultures vivrières, c'est la famine qui en est la conséquence directe. Mais c'est aussi le sort des paysans maliens chassés de leurs terres par cette politique agricole.

Au nombre de 60 000, ils viennent vendre leur force de travail en France pour nourrir leur famille, doublement exploités par l'impérialisme français. Nous avons demandé à un responsable de la Solidarité des travailleurs maliens de nous parler de leurs conditions de vie et de travail.

— QDP : Comment un Malien arrive-t-il en France ?

— 90 % des Maliens sont des paysans qui émigrent. Aujourd'hui, quand on travaille la terre, on ne peut pas s'en sortir. On n'arrive pas à payer les impôts qui augmentent sans cesse, ni à payer les frais de scolarité pour les enfants. Pour beaucoup, aller en France, c'est le seul moyen de nourrir sa famille en lui envoyant de l'argent et en dépensant le minimum sur place.

Au départ, il est très difficile de se payer le voyage. Il coûte 2 000 F, mais on prend un billet aller et retour, 4 000 F et le gouvernement demande une caution de 2 000 F, cela fait 6 000 F en tout. Nous avons demandé au gouvernement de la supprimer, parce qu'elle est injustifiée, c'est uniquement pour nous matraquer. Tout cet argent, un paysan ne peut l'avancer. Il doit vendre du bétail ou bien demander à un camarade émigré en France de lui prêter. A l'aéroport, on peut très bien être refoulé, et à ce moment là, on perd tout. C'est pourquoi beaucoup préfèrent faire une escale et passer par un autre pays.

— QDP : En tant qu'organisation de masse des travailleurs maliens, comment voyez-vous leur rôle dans les luttes en France ?

— Nous avons participé aux luttes des foyers en particulier ceux de la SONACOTRA, et nous avons toujours soutenu les luttes des autres nationalités. Les travailleurs logés dans les foyers ne font que défendre leurs droits à un logement décent, car l'argent pour ces foyers vient de leurs salaires. En ce qui concerne la classe ouvrière française, nous faisons appel à sa solidarité. Dans les entreprises, nous disons à nos camarades de participer aux luttes parce qu'elles les concernent tout autant. Ils doivent se battre en tant que travailleurs. Dans son ensemble, la classe ouvrière française n'est pas raciste. C'est le système qui impose cette mentalité. Mais nous aimerions bien que les syndicats ne voient pas que le travailleur immigré dans l'usine et qu'ils se préoccupent davantage de ses problèmes spécifiques.

— QDP : Que font les travailleurs maliens en France, et où se trouvent-ils ?

— Nous sommes environ 60 000, la plupart dans la région parisienne, mais aussi à Marseille et dans le Nord. La plupart travaille comme OS dans la métallurgie ou comme éboueurs. En général, on reste cinq ou six ans, pas moins de trois, car autrement ça ne vaudrait pas le coup avec tout ce qu'il y a à rembourser.

Comme nous venons d'un pays chaud, beaucoup de nos camarades tombent malades, souvent c'est la tuberculose. Logés dans des foyers-taudis dans des dortoirs à une demi-douzaine ou une dizaine, sans hygiène et sans entretien, nous sommes très vulnérables et ces maladies se propagent rapidement. Quand on arrive il faut encore trouver du travail. Là encore on est obligé d'emprunter pour la nourriture et le transport le temps d'en trouver. On trouve de l'aide chez un parent ou un ami. Seul on ne pourrait pas s'en sortir, car on peut rester six mois ou un an sans trouver du travail.

— QDP : En tant qu'organisation de masse des travailleurs maliens, comment voyez-vous leur rôle dans les luttes en France ?

— Nous avons participé aux luttes des foyers en particulier ceux de la SONACOTRA, et nous avons toujours soutenu les luttes des autres nationalités. Les travailleurs logés dans les foyers ne font que défendre leurs droits à un logement décent, car l'argent pour ces foyers vient de leurs salaires. En ce qui concerne la classe ouvrière française, nous faisons appel à sa solidarité. Dans les entreprises, nous disons à nos camarades de participer aux luttes parce qu'elles les concernent tout autant. Ils doivent se battre en tant que travailleurs. Dans son ensemble, la classe ouvrière française n'est pas raciste. C'est le système qui impose cette mentalité. Mais nous aimerions bien que les syndicats ne voient pas que le travailleur immigré dans l'usine et qu'ils se préoccupent davantage de ses problèmes spécifiques.

En ce qui concerne la classe ouvrière française, nous faisons appel à sa solidarité. Dans les entreprises, nous disons à nos camarades de participer aux luttes parce qu'elles les concernent tout autant. Ils doivent se battre en tant que travailleurs. Dans son ensemble, la classe ouvrière française n'est pas raciste. C'est le système qui impose cette mentalité. Mais nous aimerions bien que les syndicats ne voient pas que le travailleur immigré dans l'usine et qu'ils se préoccupent davantage de ses problèmes spécifiques.

OFFENSIVE DE LA PRAVDA: BREJNEV A PEUR

Samedi, la Pravda publiait un très long article destiné à justifier la répression contre les opposants en URSS et dans les pays de l'Est. Selon la Pravda «cette nouvelle campagne calomniatrice déclenchée contre les pays socialistes n'est qu'une action de diversion minutieusement préparée et coordonnée» par les gouvernements capitalistes. Il s'agit encore une fois d'assimiler tous les opposants de la dictature du social-impérialisme à des agents de l'étranger pour préparer une répression que Brejnev veut étendre encore. Ces réactions ne font que démontrer la peur qui saisit le régime de Brejnev aujourd'hui.



La déportation des travailleurs africains : tous les moyens sont bons.

MADA GASCAR

Selon le ministre malgache des affaires étrangères, «des commandos organisés appartenant aux deux communautés ont participé aux affrontements» entre Malgaches et Comoriens à Majunga le 20 décembre. «L'enquête suit son cours, a-t-il ajouté, nous dirons bientôt par qui ces événements ont été préparés».

LIBAN

Selon des informations fournies par les sionistes, les troupes de la «force de paix» arabe, qui avaient pénétré au sud Liban, et qui étaient constituées essentiellement de soldats syriens, auraient commencé à se replier et à quitter la région de Nabatieh, proche de la frontière sioniste. Alors, le ministre sioniste des affaires étrangères, se «félicite» des résultats obtenus par les efforts de sa diplomatie.

DE ORIOL ET VILLAESCUSA LIBÉRÉS

Vendredi 11 février, le parti «communiste» espagnol a officiellement demandé sa légalisation pour «contribuer à la restauration de la démocratie en Espagne, à la réconciliation de tous les Espagnols et à la défense de la classe ouvrière et en général de tous ceux qui ont été exploités». Le P«C»E espère être légalisé dans quelques jours, en fonction de la loi sur les associations du 9 juin 76 et grâce à la procédure simplifiée votée le 8 février dernier. En effet, il estime ne pas tomber sous la clause éliminant les partis prônant «l'instauration d'un régime totalitaire ou obéissant à une discipline étrangère» car «le parti communiste d'Espagne est un parti national et démocratique, complètement indépendant».

Cette demande de légalisation intervient le jour même de la «libération» par la police espagnole des deux «otages» du GRAPO, de Oriol et Villaescusa, «coup brillant» qui selon le ministre de l'intérieur Martin Villa, lève un dernier obstacle sur la voie de la «démocratisation».

Les autres obstacles, Martin Villa les avait levés à sa façon en faisant arrêter, sous prétexte de lutte contre le terrorisme, plus de 400 militants révolutionnaires.

Vendredi après midi à Barcelone, des policiers ont tenté d'arrêter des jeunes gens qui distribuaient des tracts en faveur du «parti communiste reconstitué». Ceux-ci ont riposté, un policier a été tué, un autre blessé.

De Oriol et Villaescusa, le président du conseil d'État et le président du tribunal suprême militaire, enlevés respectivement le 11 décembre et le 24 février dernier, ont été récupérés par la police espagnole, vendredi, au cours d'une opération qui semble avoir

duré, suivant les informations, entre 20 minutes et une heure et demie.

1^{er} sujet d'étonnement : après avoir pendant 2 mois été incapable, du moins en apparence, de retrouver la trace de De Oriol, la police fait preuve tout à coup d'une rare habileté : la libération des 2 hommes s'est réalisée sans coup férir, à l'exception d'un coup de feu tiré de façon involontaire par un policier qui aurait vu sa main coincée dans une porte que l'une des gardiennes de De Oriol, qui venait de lui ouvrir, aurait tenté de refermer sur lui.

Bizarrement, cela n'a pas donné l'alerte aux autres gardiens : l'autre militant du «GRAPO» n'a pas réagi, rééditant ainsi le scénario qui s'était déroulé quelques instants auparavant dans l'appartement où était «séquestré» Villaescusa. Là, selon la police, «le militant Grapo, un gaillard de 1,90 mètre, avait la mitrailleuse sur la table à portée de la main ; la surprise l'a paralysé, nous avons écarté l'arme et il n'a eu aucune résistance»...

Tout aussi étrange, l'attitude des 2 «détenus», tous deux parfaitement calmes, plutôt surpris, mais «qui ne manifestent aucune joie ni aucune impatience»...

Le ministre de l'intérieur, Martin Villa, conclut en disant : «des Grapo, issus du mouvement d'extrême gauche «PC reconstitué», sont les seuls responsables des attentats du 28 janvier contre des policiers ainsi que du double rapt de M. De Oriol et du général Villaescusa». Pourquoi cette affirmation ? Il y a donc des doutes ? De Oriol avait été «enlevé» en plein jour, en plein Madrid, sans précaution particulière ; que penser de ce témoignage, paru dans le journal «Sud Ouest», d'un jeune homme recruté dans un train comme mercenaire pour enlever De Oriol, lequel «avait l'air d'accorder» ? Quant à Villaescusa, il était indispensable que les auteurs du rapt aient été

informés des horaires, encore confidentiels, des cérémonies au cours desquelles ils sont intervenus le 24 janvier...

Le Grapo a pu envoyer des communiqués par télex ; ses émissaires se sont présentés dans les postes ouvertement ; il a pu envoyer des messages à des correspondants étrangers en Espagne, ce qui semble indiquer qu'ils ont eu accès aux listes officielles du ministère de l'information, d'une manière ou d'une autre...

Toujours est-il que 72 heures avant la «libération» des 2 «otages», une censure totale a été instaurée en Espagne sur tout ce qui concerne les Grapo : des informations contradictoires sur le déroulement des opérations ont filtré à travers les correspondants étrangers mais depuis jeudi, des barrages de police contrôlaient systématiquement les voitures allant vers le nord de la ville, de nombreuses arrestations ont été opérées. Deux dirigeants du «Grapo» auraient été arrêtés au cours de l'opération de vendredi. On n'en sait pas plus pour le moment, mais cette affaire, qui a déjà permis, à la faveur de la lutte contre les «terroristes», l'arrestation de plus de 400 militants révolutionnaires, et se dénoue à point nommé, recèle trop d'anomalies pour que l'on n'y voit pas une opération des fascistes des services parallèles espagnols.

S. Vallée.

INTERNATIONAL

IRLANDE

GREVE DE LA FAIM DES PRISONNIERS POLITIQUES

Vendredi soir, tous les patriotes détenus à la prison de Port Laoise, qui se trouve à une centaine de kilomètres au sud de Dublin, ont entamé une grève de la faim. Aussitôt le courrier et les visites ont été supprimés. Cette action a été entreprise pour protester contre les conditions de détention qui ne font que se dégrader. Dans cette prison de «haute-sécurité», bien connue pour être l'une des plus dures d'Europe, et dépassant de loin celles du Nord où l'impérialisme britannique enferme les patriotes, c'est l'enfer quotidien.

Ici tout est fait pour briser le moral et la personnalité des détenus. Ainsi, le matin, les gardiens passent dans toutes les cellules pour retirer le lit et la couverture. Le prisonnier est laissé ainsi toute la journée, il n'a que très peu de contact avec l'extérieur et souvent ne quitte sa cellule que le temps de faire une très brève promenade. A cela vient s'ajouter l'humiliation : il arrive très fréquemment que plusieurs gardiens entrent dans la cellule pour fouiller le prisonnier, celui-ci est déshabillé entièrement et une fois nu, après avoir préalablement fouillé ses vêtements, on examine son corps : l'intérieur de la bouche, la plante des pieds,

tes». Lorsque ceux-ci se défendent, les coups redoublent de vigueur et c'est aussitôt la cellule où, durant plusieurs jours voire des semaines, le détenu est gardé en isolement total, plus aucun rapport avec autrui.

A Port Laoise, il ne vaut mieux pas recevoir de coups ou simplement tomber malade car au point de vue soin, c'est le vide. Ainsi, Donald De Barra qui a eu une attaque de paralysie est resté plusieurs heures sans recevoir de soins pourtant urgents !

Les familles, elles ne peuvent que difficilement rendre visite, tout est fait pour : transports très chers et n'arrivant pas à l'heure des visites et nombre de visites très

Il y a un an, mourait Franck Stagg

Le 12 février 76, à la suite d'une grève de la faim de 60 jours, menée dans la prison de Wakefield, lie de Wight, mourait Franck Stagg -membre de l'IRA provisoire-. Il avait entrepris cette action pour protester contre les humiliations que subissaient les gardiens à tous ses visiteurs. Mais il réclamait aussi le droit de purger sa peine en Irlande avec ses camarades, et non en Angleterre. Le gouvernement travailliste l'a donc assassiné, plutôt que de céder.

Quand au gouvernement du Dublin, il détourna l'avion qui transportait le corps de Franck Stagg vers l'aéroport de Shannon, au lieu de celui de Dublin. Ceci fut fait «pour des raisons d'Etat», en fait, il s'agissait d'empêcher toute manifestation. Les dernières paroles de F. Stagg pour la direction de l'I.R.A. Provisoire furent : «Nous sommes un peuple qui se lève, cette fois nous ne serons pas jetés dans un caniveau, même si cela signifie mourir pour la Justice. Le combat doit continuer. Je veux que mon testament soit la Paix avec la Justice».

etc... Puis, quelques gardiens le tiennent et l'un d'entre eux lui enfonce un doigt dans l'anus. Ce genre de fouille est fréquent, il est arrivé qu'elles se produisent deux fois en l'espace de 10 minutes à peine ! Pourtant, que pourraient cacher les patriotes ?

Que pourraient-ils recevoir de «nuisible à la sécurité» ? Il ne leur est pas, ou très peu, accordé de recevoir du courrier, des livres, des colis etc...

Ainsi donc, c'est l'inaction totale, rien qui puisse meubler les longues heures de détention. Quant aux gardiens, il leur arrive de temps en temps de «vouloir se faire la main sur les patriotes».

limité pour l'ensemble des prisonniers. De plus, un double grillage et une vitre en plexiglas les séparent de la famille. Plusieurs gardiens sont présents et écoutent les conversations.

Ainsi, au sud, le sort réservé aux patriotes n'est guère plus brillant que celui du nord. Cette lutte des détenus de Port Laoise rejoint celle que mènent les détenus du nord, c'est celle de tout un peuple luttant contre l'occupation, vieille de plusieurs siècles, de leur pays par l'impérialisme britannique qui intervient directement au nord et contre le néocolonialisme au sud.

Sébastien GWELTAZ

Dans la presse d'Hersant

LES TUEURS A GAGES DES RACISTES, HEROS DE FRANCE-SOIR



France-Soir

Le récit du matricule 728.174 de l'armée rhodésienne

Il a les yeux bleus, les cheveux blancs et la peau blanche... se battait au fin fond de l'Afrique contre les Nègres... s'était engagé dans un régiment d'artillerie légère de l'armée rhodésienne... Une armée qui ne cesse de se renforcer pour faire face au développement de la guérilla des nationalistes noirs.

« Plus vous tuerez, mieux la Rhodésie se portera »

C'est le leitmotiv des instructeurs antiguerrilla

C'est ainsi que le journal d'Hersant titrait samedi, donnant sur une page la parole à un Français, ancien mercenaire des racistes de Smith, qui raconte ses exploits en Rhodésie. Alors que des milliers de colons fuient la mobilisation générale décrétée par le régime raciste et que Smith est obligé de réprimer l'opposition même parmi les blancs (comme les missionnaires catholiques), c'est à de tels individus, rebuts de toutes les interventions impérialistes que Smith fait appel pour continuer une guerre colonialiste condamnée par le monde entier.

L'auteur de l'article présente avec complaisance les tueurs avec lesquels il «travaillait» : Portugais chassés du Mozambique et d'Angola, «marines» américains vétérans du Vietnam, Anglais ayant fait leurs armes en Irlande du Nord... et même quelques Français. Ceux là sont des fils de bonne famille, pour la plupart étudiants et ils sont venus se battre contre le «matérialisme marxiste».

Le porte parole des tueurs nous présente l'un d'eux : «Je suis venu pour avoir l'expérience que je n'aurais

jamais eu si j'étais resté à Saint Cyr. J'ai fait partie d'«Ordre Nouveau», et je sympathisais politiquement avec le régime rhodésien». On voit bien que ces mercenaires ne sont pas des «enfants perdus», des aventuriers, ils savent très bien ce qu'ils font : c'est la racaille fasciste et raciste du style Jean Kay, qui par haine des peuples s'engage dans les agressions dont l'impérialisme français ne leur donne plus guère l'occasion. Si l'article du journal de l'ancien collaborateur Hersant exalte le racisme et l'anticommunisme, c'est aussi la violence fasciste la plus aveugle et la plus bestiale qui y est célébrée : «Tu n'as plus peur de mourir. Tu ne penses plus qu'à poursuivre et à tirer», «La paye je m'en fous. Ce que j'aime, c'est l'action et tuer des communistes».

Il est scandaleux que paraissent de tels articles avec une telle complaisance. La même presse ne dit pas un mot des massacres quotidiens des paysans du Zimbabwe par ces troupes de mercenaires ni des agressions contre le Mozambique.

Il est scandaleux que de tels individus circulent en liberté en France pour y faire leur propagande et recruter leur prochain contingent ; il est vrai qu'ils sont souvent proches des coulisses du pouvoir, de récentes affaires l'ont bien montré !

Le Figaro et (Toujours) ses vieilles calomnies antichinoises

Le Figaro, autre pièce de l'empire d'Hersant. Si ce journal a des prétentions plus intellectuelles que «France Soir» la propagande n'y est pas d'un plus haut niveau. Comme il fallait donner un arrière fond international à la campagne actuelle sur la drogue, le nommé Pouget s'en charge. Après avoir évoqué, sans aucune émotion, les responsabilités bien réelles de l'impérialisme dans la culture de l'opium et sa consommation imposées aux peuples d'Asie, il affirme au détour d'une phrase : «Mao Tsé-toung régla définitivement le problème de la drogue. Un des tous premiers soins de l'administration communiste dans une ville ou un village était de couper la tête du fumeur intoxiqué sur le seuil même de sa maison».

Un peu plus loin, l'article évoque très vaguement les Chinois du Triangle d'Or, sans préciser que ce sont des hommes du Kouo Min Tang encadrés par la CIA, qui se livrent au trafic de drogue. Ensuite, il attribue à Chou En-lai la déclaration suivante : «Les Américains nous les vaincrons par la drogue !» Et le «Figaro» d'affirmer que si les Américains ont été battus au Vietnam, c'est la drogue ! «Les communistes avaient gagné la bataille de l'héroïne». C'est le mépris pour le peuple qui s'étale à longueur de colonnes dans le «Figaro».

CUNHAL A ROME

«Le PCP ne participera pas» à la conférence de Madrid qui doit se réunir à la fin du mois de février à Madrid a déclaré Alvaro Cunhal au cours d'une conférence de presse à l'issue de son voyage à Milan, au sujet duquel il a peu donné de précision. Lui qui n'arrive pas à rencontrer Soares à Lisbonne, a rencontré les responsables socialistes et même démocrate-chrétiens à Rome. A-t-il voulu se faire une idée de ce qu'est le compromis historique après l'échec de ses tentatives putschistes ?

«Nos idées sont indépendantes de nos déplacements géographiques» a-t-il déclaré à propos de l'euro-révisionnisme, auquel il est depuis toujours opposé depuis que celui-ci se dessine. Mais cela doit lui peser de plus en plus puisque le PCF qui l'avait ardemment soutenu lors de ses tentatives au Portugal est intégré à cette tactique.

RHODÉSIE

Le référendum, nouvelle invention de Smith

À la suite de ses entretiens avec Vorster, le chef des racistes, Smith a confirmé qu'il refusait de négocier avec les dirigeants du Front Patriotique. Il a annoncé qu'il avait l'intention d'organiser un référendum pour déterminer «quel est le nationaliste le plus populaire». On sait que ce référendum avait été préconisé par l'évêque Musorewa à Genève. Celui-ci, bien que rejeté par les combattants, jouissait encore récemment d'un certain prestige du à ses fonctions passées de dirigeant.

Que peut-être la fonction d'un référendum dans un pays en guerre, où règne l'état d'urgence, où les libertés les plus élémentaires sont bafouées, où la plupart des paysans sont sous la menace de l'armée raciste ou détenus dans des pays, si ce n'est de tenter de maintenir le pouvoir raciste avec l'aide des «nationalistes africains modérés» dont il fait si grand cas ? Le Front Patriotique a dénoncé ce projet et a déclaré que personne au monde ne reconnaîtrait la validité d'un tel référendum.

AU CŒUR DE L'Auvergne EN LUTTE -5- Reportage de Robert Rivière

A QUELQUES SEMAINES DES MUNICIPALES, LES TRAVAILLEURS DU PUY DÉCLARENT :

«NOUS NE COMPTONS QUE SUR NOTRE DETERMINATION ET NOTRE UNITE!»

«La lutte paie !... Travailleurs, chômeurs, tanneurs, solidarité !... Ce n'est qu'un début, continuons le combat !»

C'était le jeudi 27 janvier, après deux mois de mobilisation et deux grandes manifestations dans la même journée ; la direction du travail avait préféré refuser les 172 licenciements. Dans les rues du Puy, où les travailleurs laissent éclater leur joie, des affiches dénoncent partout le chômage et proclament la volonté de toute une population de vivre et de travailler ici.

de la tannerie Française, a été clair : «L'avenir de l'ensemble de la tannerie française est conditionnée par la disparition des TFR !!! La mobilisation de ces derniers mois montrent que M. Sueur et ses amis ont vendu la «peau du tanneur» un peu rapidement. Pourtant, les grands moyens ont été employés : des centaines de CRS, de gardes mobiles ont envahi le Puy. «Mercredi 26 janvier, lorsque nous avons retenu la direction dans l'usine, ils n'ont pas hésité à intervenir à 9 heures du soir en cisaillant les grilles comme des voleurs, pour venir la libérer». Mais les travailleurs ne se laissent pas intimider si facilement que ça par les forces de «l'ordre». Ils se sont encore plus serrés les coudes.

Pour la CGT ou la CFDT, «La lutte est toujours à

sera dure, mais que la victoire est possible» nous expliquent les responsables CFDT. «Nous ne croyons pas trop au groupe Barrow-Hepburn qui a racheté à 25 ou 50 % «Le Tanneur» au bugey, dans l'Ain».

Nous verrons que si le patron de la tannerie se réjouit de ce projet de disparition des TFR, toute la bourgeoisie locale est en effervescence, pour tenter d'enrayer la colère des travailleurs. L'implantation de l'usine Michelin au Puy en est la caricature.



Le Puy : manifestation des tanneurs avec la solidarité des travailleurs du Puy.

Début décembre 76, il y a 3 400 chômeurs en Haute-Loire, dont 2 000 au Puy avec de nouvelles vagues de licenciements collectifs en préparation.

Si dans d'autres villes de France, la guerre des affiches appelant aux élections municipales est commencée depuis longtemps, ici on en chercherait en vain.

plan de Sinn, après la suppression d'Annonay (500 licenciements) et les 172 licenciements en 72 pour «permettre le redressement» des TFR, voilà que le patron de la tannerie décide la séparation des unités de Bort et du Puy ! Un holding est créé, sous la direction d'un groupe financier comprenant le groupe anglais Barrow-Hepburn, Unigrains.



Le Puy : les ouvriers d'Elastelle apportent leur soutien aux tanneurs.

«En octobre, ils ont effectué entre 250 et 300 licenciements entre les Tanneries de Bort, (en Corrèze) et du Puy. Aussitôt, les élections législatives partielles ont suivi, elles ont occupé les journaux, la radio et la télé pendant plusieurs semaines, plus personne n'a plus entendu parler des licenciements. Mais cette fois-ci, on ne leur a pas laissé le temps de les enterrer avec leurs municipales !» explique un tanneur. Cette fois-ci, la réaction des travailleurs du Puy, unis autour des tanneurs a surpris et encouragé tous ceux qui depuis des années savent que seule la mobilisation des masses peut empêcher les licenciements. «Ce qui se passe depuis deux mois, est historique dans le mouvement ouvrier du Puy !» affirme un jeune syndicaliste CFDT, en plaine bataille dans le textile.

Car pour les tanneurs, depuis trois mois, ça commence à bien faire ! Le 5 novembre, Chapel, PDG des TFR et directeur de la Cheville, Langonnaise (à Nîmes), a lancé une «nouvelle» : après la fusion des tanneries de Bort, Annonay et le Puy en 70, selon le

Pour que tout marche bien, il faut bien sûr 210 licenciements (172 au Puy et 38 à Bort). «Au Puy, nous ne sommes plus que 906, et nous avons du travail pour 1300 ouvriers». Débrayages massifs et manifestations «la marche funèbre des TFR» organisé par «une mafia» comme ont dit ici. Olivier Sueur, président du syndicat

l'ordre du jour» pour 3 raisons :

- la direction n'est pas revenue sur sa décision de licencier.
- il peut y avoir un recours auprès du ministère du travail.
- un dépôt de bilan.

«Pour l'unité du Puy, nous disons que la bataille

Suite à l'accueil du 12 novembre dernier, Hall annexe à Bort, réservé à la délégation CFDT notre organisation a jugé indispensable, vu la nouvelle situation de répondre non seulement aux propos que vous avez tenu à l'égard de «certains» syndicats présents à la SNE des TFR de l'Unité de Bort, mais également aux menaces que vous avez eu l'audace de faire publier dans la presse régionale et dans un tract diffusé à la porte du Hall annexe le soir même du 12.11.

Lorsque vous recevrez notre courrier, vous aurez certainement été informé des licenciements prévus à l'Unité des TFR à Bort : 38 officiellement annoncés au Comité d'Établissement du 17.12.76 dont 12 bénéficiant d'un accord de convention en matière de pré-retraite.

Ces 38 suppressions d'emplois ramènent les effectifs, pour Bort à 294 personnes soit 119 de moins qu'en novembre 1973. Voilà la réalité Monsieur Chirac ! (...)

Toujours dans ce tract, vous faites écrire que vous avez imposé la solution qui

se met en place, mais alors vous avez consigné le projet de restructuration et de ce fait les licenciements (...)

Sachant que le problème est d'actualité, et d'importance, à moins que vous souhaitiez voir une nouvelle fois la situation de l'entreprise se détériorer en 77 et réutiliser encore une fois celle-ci comme cheval de bataille pour les prochaines législatives de 78, nous souhaitons une réponse de vo-

tre part dans les meilleurs délais.

Veillez agréer, Monsieur le Député, nos salutations.

Syndicat HA.CUI.TEX. CFDT SNE (Société Nouvelle d'Exploitation) des TFR Unité de Bort

Bort les Orgues le 18 décembre 76

LETTRE OUVERTE À CHIRAC

LA CAMPAGNE MUNICIPALE : «VICTIME» DE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS

Les élections sont un moyen pour la classe au pouvoir de faire oublier les vrais problèmes des travailleurs. En décidant, qu'il y aurait des législatives partielles en Corrèze et en Haute-Loire où Péraud, du PS a repris le siège devant le RI, Proriol à un cheveu près, la bourgeoisie entendait conduire les travailleurs dans l'enceinte de la foire électorale. Mais déjà, les abstentionnistes étaient nombreux au Puy : «36 % et 40 % dans les deux cantons concernés et favorables à Monsieur Proriol». La très forte mobilisation de masse contre le chômage et les licenciements n'a pas permis aux politiciens de droite et de «gauche» de faire leur campagne. Ce qui prouve, s'il le fallait, combien leurs propositions sont extérieures aux préoccupations des travailleurs. Comme le disait un tanneur : «Pour les municipales, ils ont pris du retard, mais d'ici les législatives, ils ont encore le temps de se retourner !»

En mars 75, un nouveau PDG, Chapel, prenait les TFR en gérance libre avec un prêt du FDES : c'est par ce biais qu'«UNIGRAINS» est intervenu dans les Tanneries.

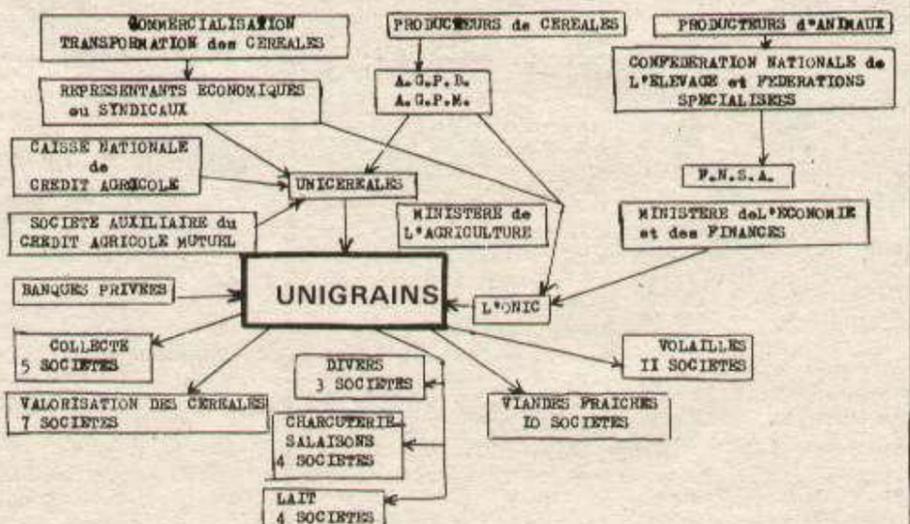
Quand la pieuvre «UNIGRAINS» a mis une de ses tentacules sur la Société Nouvelle d'Exploitation des Tanneries Françaises Réunies, qui se cachaient derrière ?

Quatre sources de financement :

- Fonds de caution pour l'exportation : créé pour apporter la caution aux entreprises spécialisées dans l'exportation des céréales et de leurs dérivés.
- Fonds de structuration de l'aval de la production : financé à partir des intérêts du premier pour des expériences de structuration d'ateliers de production animale.
- Fonds de solidarité des céréaliculteurs et des éleveurs : constitue l'activité essentielle d'UNIGRAINS. Créé en 70-71 lors de la dévaluation du franc. Alimenté par les produits d'une taxe parafiscale. Géré par un Comité composé :

- de représentants des fédérations de l'élevage,
- des organisations agricoles (FNSEA, CNJA),
- des fédérations spécialisées en céréales,
- des organismes d'intervention,
- des représentants des ministères de l'agriculture et des finances.

- Fonds d'action : destiné à diverses opérations.



UNIGRAINS, société anonyme au capital d'1 milliard d'AF. Continuez le tableau et vous y relierez tout ce qui touche de près ou de loin aux céréales, à la viande, au lait, aux salaisons... !

DANS NOTRE COURRIER

Devenez

«**ABONNÉ**»

AMI
DERNIER MOIS

**quotidien
du Peuple**

LA CARTE D'ABONNE-AMI
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
VOUS DONNE DROIT :

● A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction

● Et à un livre ou un disque au choix :

PARMI LES LIVRES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception dès parution du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre révolution en Argentine» de Gêze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Iemail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métail
- L'Antidühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ce branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andrésou (un peuple en lutte : Espagne)

● Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml»

● Sur présentation de la carte

RÉDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :

La librairie populaire (rue Dugesclin) à Lyon
«Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
«Mimesis» (15 bis rue de Grassi) à Bordeaux
«Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes
«L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen
Librairie «Tschanna», 84 bd du Montparnasse à Paris
«Graffiti», 210, rue J. Jaurès à Brest
Librairie «Lires», 16 rue Sainte à Marseille
«Jean Rome», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand
Librairie Giraudon, 20 rue de Kerampont à Lannion.
Librairie «Le Temps des Cerises» à Nice.

de 15% à la librairie «Le Grand jeu», 20 rue Colbert à Reims
de 33% sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7 rue de l'École Polytechnique - Paris 5^e
Cinéma Itarif étudiant tous les jours -
«La Clef», 21 rue de la Clef, Paris 5^e
«Olympic», 10 rue Boyer
«Entrepôt», 7 rue Pressensé
«Seine Cinéma», 10 rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

- Abonnement normal 300 F
- Abonnement de soutien 500 F
- Abonnement de soutien F

- Mode de versement :
- En une fois
 - En trois fois (échelonné sur trois mois)

NOM (en capitales)
Prénom
Adresse
Ville

ASSISES CONTRE SUPERPHENIX

Depuis cet été, le mouvement contre le surrégénérateur Super-Phénix s'est considérablement élargi. De nombreuses prises de position sont autant de victoires. (...) L'opposition à Super-Phénix ne cesse de croître.

- L'EDF et la NERSA n'en tiennent aucun compte ; au contraire, les travaux décisifs s'engagent.

Face à ces agissements, l'ensemble des Comités Malville organise des Assises contre Superphénix et vous invitent à y participer. Ces Assises regrouperont les différents mouvements d'opposition au surrégénérateur et décideront des actions à mener.

Elles se dérouleront les 19 ET 20 FEVRIER 1977 dans la «Salle de l'Amitié» à MORESTEL, PRÈS DE MALVILLE dans le département de l'ISÈRE.

Dès aujourd'hui, la Coordination des Comités Malville avance les propositions suivantes :

- Actions visant à bloquer les travaux en cours sur le site. A ce sujet, la Coordination vous demande de lui faire parvenir toute information que vous posséderiez sur l'avancement des travaux, l'acheminement des

convois, les entreprises sous-traitantes, etc...

- Lancement d'une campagne d'auto-réduction de 15 % des factures de consommation d'électricité. Les retenues pourraient être versées sur un compte bloqué dont l'utilisation sera décidée au cours des Assises. Une commission étudie actuellement les problèmes posés par l'auto-réduction. Elle donnera toutes informations utiles à ce sujet au cours des Assises.

- Rassemblement cet été à Malville.

- Informations sur les actions menées dans la perspective des élections municipales (...).

ORDRE DU JOUR :

- Samedi matin : Accueil, organisation de l'hébergement chez l'habitant. La coordination indiquera alors aux mouvements qui auront fait savoir par écrit qu'ils désirent intervenir l'ordre des prises de parole qui auront lieu l'après-midi.

- Samedi après-midi de 14 h à 19 h : Prises de paroles des divers mouvements, partis, associations, syndicats, groupes, etc...

- Samedi soir : Fête et bal

- Dimanche matin : Discus-

sion et réflexion en commissions sur les différentes propositions exprimées la veille.

- Dimanche après-midi : ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE BILAN

Les décisions concernant la lutte seront prises par les participants (à titre individuel) à cette Assemblée Générale.

Tous renseignements complémentaires peuvent être demandés au secrétariat. Sur place, une participation aux frais sera suggérée.

A bientôt donc...

COORDINATION
RHÔNE-ALPES CONTRE
SUPERPHÉNIX
(MALVILLE)

Secrétariat : Marcel Cottier
Montgaref, 38 510 Morestel
Soutien financier : Danielle Jourdan, 38 390 Bouvesse

A PROPOS DES ENQUÊTES ET DES REPORTAGES

A propos de la réflexion d'un lecteur sur le grand nombre de reportages, je dois dire que pour moi, c'est pareil et j'attends souvent le week-end pour lire tous les articles d'une même série. A tel point que je n'ai pas eu le courage de lire la série sur le plan Barre, tellement c'était découpé en feuilleton. La suggestion que je ferai, c'est que le quotidien donne un peu plus d'actualité sur ce qui se passe (entre autres, les luttes dans les différents secteurs, notamment la jeunesse, et l'état d'esprit dans les boîtes) et que le quotidien du week-end soit un numéro double avec dedans un gros dossier (6 à 7 pages). Ce dossier serait annoncé pendant la semaine, ce qui permettrait d'en parler. Peut-être serait-il possible de faire en sorte que le quotidien du week-end soit en grand format avec titre en rouge ?

B. ALENÇON



COMMUNIQUÉ

Marseille

...«La Criée devient mensuelle et ressort le 15 février au sommaire de ce premier numéro :

- Un dossier sur les groupes femmes, divers articles plus ou moins régionaux, une page coop bio, vaccinations, les spectacles, les luttes, une page OC, présentation du bulletin «AP 13», des BD (Volny, Rouge...)

Le numéro ne coûte que 5 F pour 32 pages.

Une nouvelle Criée est mise sur rails.

Lecteurs-collaborateurs divers, passés ou futurs, a vous de jouer, le journal est ouvert.

La diffusion devient artisanale. Vous ne trouverez pas la Criée mensuelle n°1 de partout... Fouillez dans vos kiosques, vos libraires préférés, vos locaux attirés...

Ou alors la commander pour 5 F + 1 f d'envoi au local :
39 allée L. Gambetta, 13001 Marseille
Chèques postaux ou bancaires à libeller à l'ordre de la Criée

D'avance nous vous remercions

(Nous ne sommes pas encore sortis d'affaire...)

La Criée Mensuelle

DU «VIRAGE» A L'ALIGNEMENT SUR LES DICTATURES PÉROU, LA FIN D'UN MYTHE

Film réalisé par Alain Labrousse (été 1976)

DÉBAT

JEUDI 17 FÉVRIER - 20 h
10, Rue de Lancry

GRUPE D'ÉTUDE
DE LA RÉALITÉ PÉRUUVIENNE CEDETIM



Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N°7713 J
Directeur de publication : Y. Chavet
Imprimé par IPCC-Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

23^e épisode

Les trois hommes descendirent le raidillon, poussant leur bicyclette. Etienne les accompagnait jusqu'à Saint-Martin. Catillon se laissa distancer, fit un signe au garçon et lui dit :

— Je compte sur toi, hein ?

— Oui, dit Etienne.

Il ne voyait pas où Catillon voulait en venir.

— Pour la ferme et tout ça. Tu donneras un coup de main ? Surtout si je suis pas rentré aux foins !

— Bien sûr, dit Etienne. J'irai tous les jours.

— Alors, je te confie Laure et la mémé. T'es un bon gars.

Catillon appuya sur les pédales. Il se sentait rassuré. Pas seulement sur l'aide, mais aussi parce qu'il avait « confié » les femmes à Etienne : il n'était peut-être qu'un enfant, mais il était aussi un mâle, et Catillon fut soulagé en pensant qu'il y aurait un homme à la ferme.

Ils rattrapèrent Vieljeu et Terro à l'entrée de Saint-Martin. Dans le village noir de monde, des camions étaient rangés devant la mairie. Les trois hommes, appelés, reconnus, serrèrent des mains, échangèrent des tapes, oubliant Etienne, ne se retournant même pas pour lui dire au revoir quand ils montèrent dans un camion, en route pour la Goule Noire.

Le garçon resta seul au milieu de la foule. Des crosses de fusils le frôlaient au passage. On distribuait des cartouchières. Devant la boulangerie, deux maquisards nettoyaient une mitrailleuse.

Les gars réunis sur la place n'étaient pas des volontaires du pays, mais des réfractaires au Service du Travail Obligatoire en Allemagne et à la Relève. Certains d'entre eux avaient passé deux hivers dans la montagne ; barbus, noirs autour de leurs yeux brillants, ils pensaient à leurs camarades des Baraques, de Mallevall, aux chefs vendus par la milice et tués par les Allemands, et s'ils souriaient, c'était en bouclant leur cartouchière sur leur poitrine, en se passant des grenades. Pour eux, l'inaction prenait fin, une inaction pénible qui les avait menés au bord de la folie sur les hauts plateaux couverts de neige et de rochers.

Etienne sentait s'imprégner en lui ce besoin d'action. Lui aussi voulait partir venger les mois de silence à la pension et les sourires dédaigneux du fils du préfet. Il voulait faire éclater dans le canon d'un fusil le secret si longtemps gardé.

Des ordres claquèrent. Les clous des souliers écorchèrent la place de la mairie. Les gars montèrent dans les camions. Habités à se taire, à se terrer, habitués au silence, ils parlaient sans chanter, sans rire, sans parler.

La route, la place, le village, furent bientôt déserts. Le cœur d'Etienne était vide et sa tête remplie de combats, d'attaques. Il remonta sur son vélo. Il se sentait infiniment petit, complètement inutile. De s'être vu confier la mémé et Laure avec son joli sourire ne le consolait même pas.

Au bas du raidillon, il traita le fils Jouclar d'imbécile, espérant qu'il voudrait se battre. L'autre haussa les épaules. Il devait trouver Etienne « trop jeune ».

Hélène Vieljeu et Emeline étaient à table, assises devant leurs assiettes de soupe maintenant froide.

— Te voilà ? On te croyait perdu. Il est tard.

— Je sais.

— Ils sont partis ?

— En camion.

— Pour où ?

— Pour Saint-Nizier.

— Tu manges ?

— J'ai pas faim.

— Personne n'a faim.

Hélène regarda le feu mourant et se retourna vers son fils :

— Va chercher du bois, veux-tu ?

Et elle ajouta, avec une ironie coléreuse :

— Oui, va casser quelques bûches, puisque maintenant, c'est toi, l'homme de la maison.

Le 10 juin 1944, les Allemands massacrèrent la population d'Oradour-sur-Glane.

Le 10 juin 1944, les Russes lancèrent une offensive entre le golfe de Finlande et le lac Ladoga.

Le 11 juin 1944, le général Montgomery annonça que la bataille des plages était gagnée.

(à suivre)

CINÉMA

LE CINÉMA CORÉEN

- *Mémoire d'un peuple en lutte.*
- *Chronique d'une société nouvelle.*

Dans un pays socialiste, l'art n'est plus comme dans l'ancienne société une sorte de drogue à faire rêver, à sortir du réel. Sa fonction est bien au contraire d'éveiller les dormeurs, de concentrer, de mettre en relief les contradictions que sont en train de vivre les masses. Cette orientation nouvelle se manifeste de façon éclatante dans la production cinématographique coréenne de ces dernières années. Que les films évoquent la terrible époque de la résistance contre l'envahisseur impérialiste, japonais, américain ou qu'ils montrent les nouveaux rapports sociaux qui se nouent dans la construction du socialisme dans la vie quotidienne, ils assument leur fonction d'art révolutionnaire, intégrés à la trame de la réalité coréenne.

Il serait d'ailleurs un peu artificiel d'opposer la série d'œuvres chroniques de la guerre de libération et les films montrant l'élan de tout un peuple à vivre la paix dans l'égalité et la justice. Car le passé ne cesse d'être présent au cœur des coréens et le souvenir de leurs luttes héroïques les aide à construire la société nouvelle. Et de même au temps de la guerrilla contre les occupants, se construisaient déjà de nouveaux rapports au sein de la famille comme de la communauté villageoise, et cela le réalisateur prend bien soin de le mettre en relief.

MER DE SANG

Cette richesse de la série du réel, nous la découvrons, par exemple, dans l'une des plus belles œuvres du cinéma coréen « Mer de sang ».

Ce film évoque la résistance acharnée contre les Japonais, mais à travers le destin d'une femme de la campagne, « d'une mère ordinaire de la Corée ».

Vivant le dénuement d'une famille de paysans pauvres, anxieuse du moindre changement qui peut rompre un équilibre matériel déjà si précaire, elle est d'abord hostile aux actions de résistance qu'organise son mari.

Mais les événements dans leur brutalité même, lui font comprendre qu'elle fait partie intégrante d'un peuple opprimé, massacré par l'envahisseur japonais et qu'elle doit, elle aussi lutter pour délivrer le pays et dans la seconde partie du film, nous la voyons créer dans son village une association de femmes, organiser un transport d'explosifs pour les Partisans, et malgré l'attaque sauvage de l'ennemi qui transforme le village en « mer de sang », participer aux combats de libération.

Cette trame héroïque se noue constamment d'épisodes très émouvants, comme celui où le père, revenu tard dans la nuit, replace avec

douceur l'oreiller sous la tête de son jeune fils, apprend à lire, le visage tout illuminé de fierté.

Ce qui ajoute encore à la beauté du film, c'est la manière large, lyrique de montrer les grands horizons montagneux de la Corée, les ciels d'orage ou les matins limpides ; et cela ponctué, orchestré par une musique qui ne semble pas surajoutée, plaquée, mais qui au contraire s'intègre étroitement à la « partition » visuelle du film.

LA CORÉE QUI SE CONSTRUIT

Dans les œuvres qui peignent la Corée libérée et construisant le socialisme, certes la chronique de la vie quotidienne apparaît davantage : nous voyons les travailleurs dans les champs, à l'usine, déployer leurs forces, leur créativité pour mettre en valeur toutes les richesses d'un pays saigné à

blanc par les occupants successifs.

Dans « Chemin vers le pays natal » c'est la transformation d'un terrain boueux en une rizière fertile. « Sous le soleil brillant », c'est à la construction d'un barrage et de logements pour les ouvriers que nous assistons.

Djeunk Ok, l'héroïne du film « au temps du cueillage des pommes » mène un combat difficile pour qu'aucun gaspillage ne subsiste et qu'au contraire l'on tire parti au maximum de toute la production de fruits : ainsi elle organise la confection de marmelades, de boissons rafraichissantes avec les pommes un peu talées.

Mais parfois, les films mettent l'accent sur les survivances du passé féodal et sur la lutte qu'il faut continuer à mener contre l'impérialisme. Ainsi dans « Une figure qui ne peut être cachée », nous voyons les manœuvres criminelles de la fille d'un ancien propriétaire foncier et l'infiltration d'espions au service des Américains dans un laboratoire où l'on travaille en secret sur un acier spécial.

«UNE IMAGE VAUT DIX MILLE MOTS»

Mais ces films, direz-vous où peut-on les voir ? Jusqu'à présent hélas ! ils n'ont été projetés qu'en petit nombre et dans un circuit très restreint, lors d'une soirée dans un cinéma de quartier ou dans une faculté. Il faudrait -et nous insistons auprès des camarades coréens- que ces films sous-titrés puissent être largement diffusés car ils visualisent de façon saisissante à la fois le passé héroïque de tout un peuple et ses efforts actuels pour édifier un monde nouveau.

Paule SACONNET



LE SORT D'UN MEMBRE DU «CORPS D'AUTO-DÉFENSE»

Un fils de paysan pauvre, Gay Ryong, est enrôlé de force dans un « corps d'auto-défense », appareil réactionnaire mis en place par les Japonais pour quadriller le pays et opprimer la population. Le film montre la prise de conscience progressive de ce jeune Coréen, cela à travers divers épisodes dénonçant la barbarie de l'envahisseur nippon.

Gay Ryong ralliera la population de son village pour rejoindre les partisans.

Programme télé

LUNDI 14 FÉVRIER

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure
18 h 35 - Pour les jeunes
18 h 40 - L'île aux enfants
19 h 00 - Jean Pinot, médecin d'aujourd'hui
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Le dictateur
22 h 30 - Pour le cinéma

A 2

18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales

19 h 45 - Jeu : la tirelire
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La tête et les jambes
21 h 55 - Les années bonheur
22 h 55 - L'huile sur le feu
23 h 35 - Journal

FR 3

18 h 45 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Magazines régionaux
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Le rouge est mis. Film de Gilles Grangier
21 h 50 - Journal

VIETNAM : LES SEQUELLES DE LA GUERRE CHIMIQUE

Enquête
Pierre PUJOL

Le nuage de la mort de Seveso n'a pas fini de faire parler de lui. Les tristes visages des enfants malades de Seveso, les décès suspects qui se succèdent, préoccupent et indignent les travailleurs de tous les pays. Dans l'incident de Seveso connu, des scientifiques vietnamiens proposaient leur aide au peuple italien. Des scientifiques qui sont affrontés ainsi que tout leur peuple au difficile problème du traitement des séquelles

de l'ignoble « guerre chimique US » expérimentée contre le peuple vietnamien. Au moment où Seveso nous rappelle que la dioxine ne s'en va jamais sinon ailleurs, qu'elle ne se dégrade pas, nous tentons de dresser un premier bilan des séquelles de la guerre chimique au Vietnam. Un vietnam libéré qui lutte, en mobilisant l'énergie de tout son peuple, contre le tragique héritage de l'impérialisme.



Epandage d'agents chimiques à Go Noi, Dien Quang et Dien Han, près de Da Nang.

LES « ARMES NOUVELLES » QUI AVAIENT ÉTÉ EXPÉRIMENTÉES CONTRE LE PEUPLE VIETNAMIEEN

L'impérialisme US n'a reculé devant rien, pour tenter en vain, de faire plier le peuple vietnamien. Souvenons-nous de quelques-unes des armes qu'il a utilisées à cet effet.

— Les défoliants. « L'agent orange » (autre nom du 2 4 5 T) et son impurété la dioxine : 44 000 mètres cubes.

« L'agent blanc » (24 D) utilisé pour la destruction des forêts : 20 000 mètres cubes.

« L'agent bleu » (diméthyl arsénate de soude) agit en desséchant les récoltes de riz : 8 000 mètres cubes.

— Les bombes : En dehors des tristements célèbres « bombes à billes » particulièrement meurtrières, des bombes à souffle et à combustibles ont été employées. Ces engins détruisent instantanément toute forme de vie sur un hectare.

— Les gaz : Le gaz CS a été abondamment utilisé comme lacrymogène et « incapacitant ». Des dérivés le CS 1 et le CS 2 rendent une zone inhabitable respectivement pendant 15 jours et un mois :

- Gaz CS : 1753 tonnes

- Gaz CS 1 : 2755 tonnes

- Gaz CS 2 : 2723 tonnes.

- En munition : 1820 tonnes.

Total de 1963 à 1971, 9052 tonnes ! (Évaluation d'après différentes sources).

— La manipulation de la météo : De 1966 à 1972, chaque année les USA ont « ensemencé » des cumuls au-dessus du Vietnam à l'iodure d'argent et de plomb pour détrempier la piste Ho Chi Minh et inonder les récoltes. Ils cherchaient à déclencher la mousson pendant le même temps qu'ils bombardaient les digues, au moment des crues.

— Le malathion : Pendant des années tout le pays a été arrosé d'un insecticide, le malathion, dans le cadre du programme US de « lutte » contre la malaria. Les défenses des insectes nuisibles ont été renforcées par ces traitements massifs. D'où la nécessité d'utiliser aujourd'hui des doses de plus en plus grandes, ce qui entraîne un cercle vicieux...

— La charrue « Rome » : Pour éviter les embuscades, les Américains ont cherché à « dégager » les abords boisés des routes. Pour ces rasages, ils utilisaient une énorme « charrue Rome » qui peut déraciner, sectionner, et déplacer n'importe quel arbre. Ces énormes bulldozers s'avancent par vingt cinq, de front, dégageant 160 hectares par jour de forêt claire, 40 hectares de forêt dense ! Lorsque la végétation a repris le dessus, on arrose au défoliant ! L'armée US a rasé ainsi 325 000 hectares soit 2 % du Sud du Vietnam. Dans le territoire de la troisième Région Militaire, des forêts entières y sont passées de cette façon. La « charrue Rome » a fait assez peu parler d'elle au plan international, car l'efficacité redoutable de cette arme nouvelle n'a pas été rapidement connue hors du Vietnam. Elle fait partie des armes anti-guerrillas que les impérialistes gardent toujours en réserve...

Interview du professeur Nguyen Dang Tam

Né près d'Hanoi, Nguyen Dang Tam a étudié l'agronomie à Paris et la chimie à Tübingen. Ancien assistant au « Max Planck Institut für Biochemie » de München, il est actuellement maître de recherches au Centre National de la Recherche Scientifique. Ses travaux concernant l'utilisation militaire de certains produits toxiques sont universellement connus. C'est dans son bureau au CNRS de Gif-sur-Yvette que nous l'avons rencontré.

Sans prétendre faire le point sur la situation au Vietnam (où il n'est pas retourné depuis de nombreuses années), il rappelle avec insistance à notre souvenir qu'au Vietnam, les séquelles de la sale guerre perpétrée par les impérialistes US se font toujours sentir.

— Quotidien du Peuple : Comment se font sentir les répercussions de la guerre au Vietnam ?

— Nguyen Dang Tam : Dans la partie sud du pays, la situation est grave. Il y a cumul de nombreux problèmes : problèmes d'endémie tropicale, de récupération de la terre agricole, de toxicité, de malnutrition.

Il faut que la population de l'ex-Saigon puisse se nourrir. Cela n'est pas sans problème quand on se rappelle que cette population était passée, sous la domination coloniale, de 300 000 habitants à près de dix millions d'habitants.

Aujourd'hui la ville s'est « désenflée » mais tous les maux hérités de la période de surpeuplement (liés à la drogue, à l'habitat...) n'ont pas encore disparu. La production agricole alimentaire est toujours un peu « sur la corde raide » et une mauvaise récolte créerait des difficultés réelles. De l'avis même du directeur général de la Santé auprès du Gouvernement du Vietnam, près d'un million et demi d'habitants sont atteints par le paludisme dont de nombreux combattants qui l'ont contracté sur la piste Ho Chi Minh, qui était un véritable « borbier à malaria ».

L'utilisation des pesticides des Sciences en France (à partir d'une expérimentation animale) la dioxine attaque violemment de nombreux organes. Le foie, où elle provoque une inflammation proche de la cirrhose, la rate qui devient anormalement grosse, le cœur qui enfle. On n'a pas d'études similaires chez l'homme. Mais il n'y a aucune raison qu'un produit aussi toxique pour l'animal ne le soit pas pour l'homme ! D'autant qu'il a un effet cumulatif qui entraîne une décomposition lente des organes...

— QdP : Et du point de vue agricole ?

— NDT : En raison de la guerre, de nombreuses terres ont été abandonnées un temps. La terre est un organisme vivant. Quand elle est malade, il lui faut longtemps pour retrouver sa santé. Aujourd'hui on ne récolte que 12 ou 15 quintaux à l'hectare, sur des terres où on récoltait 30 quintaux à l'hectare avant la guerre ! Ceci est problématique car la population a augmenté rapidement entre temps.

Dans toute la région qu'on appelle du « Triangle de Fer », à 80 km de Saigon, des défoliants ont été répandus massivement par l'aviation US. Des cultures industrielles comme l'hévéa, producteur de caoutchouc (pour Michelin) ont été détruites, ce qui constitue une importante perte pour le pays. On entend encore parler aujourd'hui en France d'enfants qui sautent sur des mines datant de 14-18. Au Vietnam des quantités considérables d'explosifs sont encore enterrés. Ils sont indétectables et très souvent des accidents arrivent.

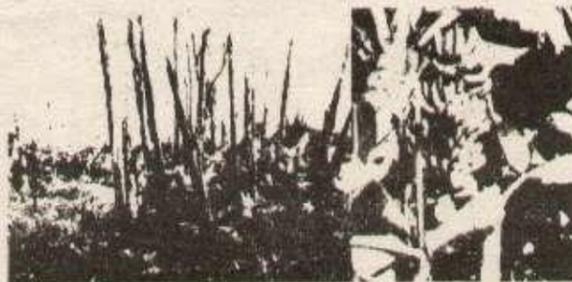
— QdP : Est-ce que les effets de la dioxine se font sentir encore ?

— NDT : 17 000 kilomètres carrés de notre pays, ont été arrosés de défoliants, dont le fameux 2-4-5-T. Compte tenu du pourcentage d'impuretés présentes dans ce 2-4-5-T (10 à 30 fois plus que dans la production pour l'agriculture), c'est près de 500 kilogrammes de dioxine qui ont été répandus sur les 17 000 kilomètres carrés ! Le défoliant est resté sur les branches, ce qui fait que toute personne peut en brûlant ces branches se fabriquer de la dioxine à domicile. Contrairement à l'intoxication brutale de Seveso, les gens risquent de s'intoxiquer à petites doses, chez nous. D'autant qu'on y marche souvent les pieds nus... D'après un compte-rendu fait par l'Académie

des Sciences en France (à partir d'une expérimentation animale) la dioxine attaque violemment de nombreux organes. Le foie, où elle provoque une inflammation proche de la cirrhose, la rate qui devient anormalement grosse, le cœur qui enfle. On n'a pas d'études similaires chez l'homme. Mais il n'y a aucune raison qu'un produit aussi toxique pour l'animal ne le soit pas pour l'homme ! D'autant qu'il a un effet cumulatif qui entraîne une décomposition lente des organes...

A Seveso, c'est, d'après l'enquête que j'ai effectuée sur place, probablement près de 150 kilos de dioxine qui se sont échappés et non 2 comme le prétendaient Laro-

che Hoffman Givaudan ! 150 kilos sur 130 hectares ! Aujourd'hui l'acné au chlore étend ses ravages. C'est une maladie extrêmement grave car la dioxine qui a pénétré ne s'en va jamais. Il y a eu en Hollande, il y a environ 20 ans, un accident du type de Seveso, dans une usine. Une équipe a nettoyé l'usine après l'accident. Aujourd'hui encore, de nombreux ouvriers de cette équipe se grattent. Ils sont victimes d'une irritation permanente due à la dioxine. Au Vietnam si les doses de dioxine ont été beaucoup plus dispersées, le problème existe. Car personne n'a encore trouvé le moyen de dégrader cette molécule toxique...



Bananière détruite par des herbicides.



« Mithra-Mira » (mélange d'herbicides) 1 kg/mètre carré

Poids de CS (en grammes) : 50 livres US = 1 lb 15 kg

En 5 minutes, la concentration de CS dans l'air peut atteindre 2.000.000 mg/m³

Donnée tirée pour l'Asie (rapport du groupe de consultants de l'Organisation mondiale de la santé, 1976, p. 34) : 25.000 à 100.000 mg/mètre carré

— QdP : La forêt a subi aussi de graves destructions...

— NDT : Le défoliant empêche les cultures de pousser et stérilise des zones entières. L'équilibre naturel a été détruit. La forêt vietnamienne présente de nombreux « trous » qui font penser à des « tonsures ». C'est le triste résultat des bombardements aux bombes « camping gaz ». Quand la bombe arrive au sol, elle se vide de son gaz qui prend la forme d'une énorme bulle. Quand la pression du gaz est proche de la pression de l'air, l'explosion se déclenche. Cela produit une

onde de choc tellement violente qu'elle est capable de démanteler un porte-avion qui se trouverait à 200 mètres de là ! Dans la forêt on retrouve de véritables « terrains de foot ». Les arbres sont arrachés et rangés sur les côtés comme des allumettes. Les Américains se servaient de ces tonsures comme aires d'atterrissage pour leurs hélicoptères !

Je pense que les destructions américaines coûtent (en manque de production) près d'un milliard de dollars par an au Vietnam, au bas mot. Il est nécessaire que les USA réparent leurs destructions.

ASSISES CONTRE LA POLLUTION INDUSTRIELLE ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES LES 26 ET 27 FÉVRIER À PARIS

Centre de Conférences
6 rue, Albert Delapppant
Paris 7^e Métro : Ségur

Samedi après-midi et soir - dimanche soir :
6 GRANDS FORUMS :

- Alimentation et pollution
- Nuisances industrielles et maladies professionnelles
- La pollution de l'eau, des fleuves, des mers
- Les dossiers noirs de Péchiney Uguine Kulmann
- Le nucléaire et les travailleurs
- Le cancer et l'environnement.

Demandez les bons de participation (15 F) au CLISACT chez le Dr Becchio, 56 rue des Guipons 94800 Villejuif